



Oxfam
International

Fonds Tsunami d'Oxfam International

Rapport de la deuxième année | Décembre 2006





Mme M.S. Dayaseeli pose avec une de ses filles dans leur nouvelle maison. C'est l'une des 75 maisons à bas coût construites par Oxfam International dans le secteur de Hambantota, au Sri Lanka. Avant de s'y installer, elles vivaient dans un refuge temporaire d'Oxfam International.

Avant-propos par Jeremy Hobbs Directeur exécutif, Oxfam International	3	Inde	25
Aperçu financier	5	Somalie	32
Transparence et responsabilité	8	Thaïlande	34
Indonésie	9	Birmanie	36
Sri Lanka	17	Evaluation et leçons à retenir	37
A l'écoute des communautés	24	Contacts	39

Fauzia, 26 ans, peint les boiseries d'une nouvelle maison d'Oxfam à Beuring In, près de Lhokseumawe, à Aceh. Dans le cadre d'un projet Oxfam axé sur les moyens de subsistance, Fauzia fait partie des 37 femmes ayant reçu une formation de peintre, profession traditionnellement dominée par les hommes. Pour plus d'informations sur ce projet, voir page 11.

Photographes: Howard Davies, Marie Banu Jawahar, Jim Holmes et Andrew Njoroge.

Avant-propos

Dès les premiers rapports relatifs aux terribles dégâts causés par le séisme et le tsunami du 26 décembre 2004, les organisations humanitaires comme Oxfam avaient compris qu'elles allaient devoir fournir une aide d'urgence et de reconstruction d'une ampleur sans précédent.



Le nombre total de morts, 230.000 personnes, ne reflétait qu'une partie de la triste réalité. Près de deux millions de personnes durent quitter leur maison. Des millions virent leurs moyens de subsistance détruits ou menacés. Nombre des personnes touchées vivaient déjà dans la pauvreté. Les populations d'Aceh, du Sri Lanka et de Somalie subissaient de violents conflits depuis des dizaines d'années et beaucoup de personnes vivaient en marge de la société, ce qui les rendait d'autant plus vulnérables à la catastrophe.

Le tsunami a provoqué une crise humanitaire extrêmement complexe et, près de deux ans après la catastrophe, beaucoup de défis subsistent : en Inde, 70% des personnes touchées par le tsunami vivent toujours dans des abris temporaires ; au Sri Lanka, des dizaines de milliers de survivants se voient refuser toute aide à cause de la reprise des conflits ; des milliers d'habitants de la région d'Aceh qui louaient leur maison avant le tsunami n'ont, selon les réglementations gouvernementales, pas le droit de recevoir une nouvelle maison ; un nombre trop élevé de réfugiés vivant dans des abris temporaires n'ont pas accès à l'eau potable ni aux soins de santé. Beaucoup reste à faire, et souvent dans des conditions difficiles.

Malgré ces défis - et d'autres encore - il est clair qu'Oxfam et ses partenaires ont eu, et continuent à avoir, un impact positif et durable sur la vie des populations. Selon les estimations, depuis le tsunami, nous sommes venus en aide à 1,8 million de personnes. Des centaines de milliers de survivants ont à présent accès à l'eau potable et à des installations sanitaires, ou ont récupéré des moyens de subsistance durables.

Nous avons également œuvré au renforcement de la société civile, particulièrement à Aceh, où elle était relativement faible. Nous avons collaboré avec les communautés pour améliorer le statut des femmes et leur donner un poids plus important dans les décisions qui les concernent. Nous continuons à plaider auprès des autorités et d'autres organisations non-gouvernementales (ONG) pour faire en sorte que les droits des personnes vulnérables soient respectés. Partout où cela est possible, Oxfam soutient les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus vulnérables et implique les communautés dans la conception et la mise en œuvre de ses programmes.

L'action tsunami d'Oxfam durera quatre ans, mais en raison des besoins variables des communautés affectées, certains programmes ont déjà été clôturés. C'est le cas des Maldives, où nous avons consacré 873.000 de dollars à des activités de gestion de l'eau et de gestion sanitaire, ainsi que de programmes dans certaines communautés de Somalie et de la côte est d'Aceh. Oxfam cherche à clôturer les programmes réalisés d'une façon responsable et durable, en étroite consultation avec les communautés touchées, les autorités locales et les partenaires.

Tout comme se fut le cas pour d'autres organisations humanitaires, certains de nos programmes tsunami ont été, de façon légitime, critiqués. La coordination avec les autres organisations et la coordination interne auraient pu être meilleures, bien qu'elles se soient considérablement

Dans l'ensemble, les fonds qui nous ont été confiés par le public sont en bonne voie d'être utilisés de la façon annoncée, dans les délais annoncés et en respectant en grande partie les critères que nous nous étions fixés.

Avant-propos

améliorées durant la deuxième année. Certaines des premières maisons construites à Aceh en consultation avec les communautés sont maintenant considérées comme ne répondant plus aux standards, en grande partie suite à la mise en place de nouveaux critères de conception. Nous sommes en train de réaménager plus de 400 maisons afin de les rendre conformes aux nouvelles exigences. En mars 2006, Oxfam a annoncé une défaillance dans la gestion financière, ce qui a entraîné des actions à l'encontre de certains membres du personnel. Bien que les pertes se soient avérées relativement faibles, nous pensons qu'au vu de la grande confiance et du soutien qu'accorde le public aux ONG, ces dernières se doivent de dévoiler leurs erreurs en toute franchise et d'expliquer comment ces erreurs ont été gérées. Oxfam a reçu un soutien considérable du fait de cette grande transparence.

Les évaluations internationales de l'action tsunami, de même que les examens internes indépendants qu'Oxfam a fait réaliser, ont mis en lumière des domaines dans lesquels les efforts mis en œuvre dans les pays touchés par le tsunami pourraient être améliorés. Ces évaluations se penchent également sur les leçons à tirer de cette expérience lors de futures catastrophes, par exemple en matière de responsabilité vis-à-vis des survivants, de renforcement des capacités locales et de respect des droits humains tout au long de l'action humanitaire.

Comme d'autres acteurs, les media ont fait grand cas de la lenteur de la reconstruction et il ne fait aucun doute que des erreurs ont été commises. Cela dit, si l'on considère la complexité de la tâche à laquelle les gouvernements, les communautés et les organisations humanitaires ont dû faire face au lendemain de la catastrophe (y compris la reconstruction de plus de 500.000 logements), des résultats extraordinaires ont été atteints en deux ans. Ce rapport présente les nombreuses réalisations d'Oxfam, les défis que nous avons rencontrés et les leçons quelquefois douloureuses que nous avons apprises.

Dans l'ensemble, les fonds qui nous ont été confiés par le public sont en bonne voie d'être utilisés de la façon annoncée, dans les délais annoncés et en respectant en grande partie les critères que nous nous étions fixés. Nous rendons hommage aux femmes et aux hommes qui ont participé à l'action tsunami d'Oxfam, ainsi qu'aux partenaires et collaborateurs qui continuent à mettre les programmes en œuvre longtemps après leur disparition de la une des media.



Jeremy Hobbs, Directeur exécutif, Oxfam International

Pays	Nombre de bénéficiaires
Indonésie	474,000
Sri Lanka	602,000
Inde	709,000
Somalie	34,000
Maldives	25,000
Birmanie & Thaïlande	29,000
Total	1,873,000

Dans ce rapport, le nombre de bénéficiaire ne fournit qu'une idée approximative de l'impact d'Oxfam. Durant la phase d'urgence initiale, nous n'avons pas été en mesure de vérifier avec certitude qu'il n'y avait eu aucune double comptabilisation. Par ailleurs, certains bénéficiaires peuvent avoir reçu une aide aussi minime qu'un kit d'articles de secours, tandis que d'autres peuvent avoir reçu une aide beaucoup plus conséquente, comme un logement permanent.

Aperçu financier

Le montant total qui sera récolté suite aux appels communs des organisations ne sera connu précisément que plus tard. On estime toutefois qu'Oxfam recevra un montant total de 287 millions de dollars de dons.

Le Fonds Tsunami d'Oxfam International est une organisation caritative indépendante enregistrée en Grande-Bretagne. Son conseil d'administration est actuellement composé des directeurs des 12 affiliés participants. C'est une équipe dénommée « Tsunami Fund Management Team (TFMT) » qui attribue les ressources du Fonds et qui s'assure que les activités soient gérées, rapportées, contrôlées et communiquées de façon efficace et transparente.

D'où vient l'argent

Les montants reçus des affiliés Oxfam jusqu'à ce jour sont repris dans le graphique ci-dessous. La majorité des fonds (89,7%) provient d'appels au public lancés par les affiliés Oxfam, y compris des appels organisés en partenariat avec d'autres ONG. Les dons des entreprises s'élèvent à \$16,9m (7,3%). Les 3% restants proviennent de dons de gouvernements. Les intérêts générés sur les dons (\$4,6m à ce jour) viennent alimenter le Fonds. Un peu moins de la moitié des \$232 million récoltés à ce jour provient d'Oxfam Grande-Bretagne. La contribution d'Oxfam Hong Kong comprend environ \$30.000 récoltés par Oxfam Japon.

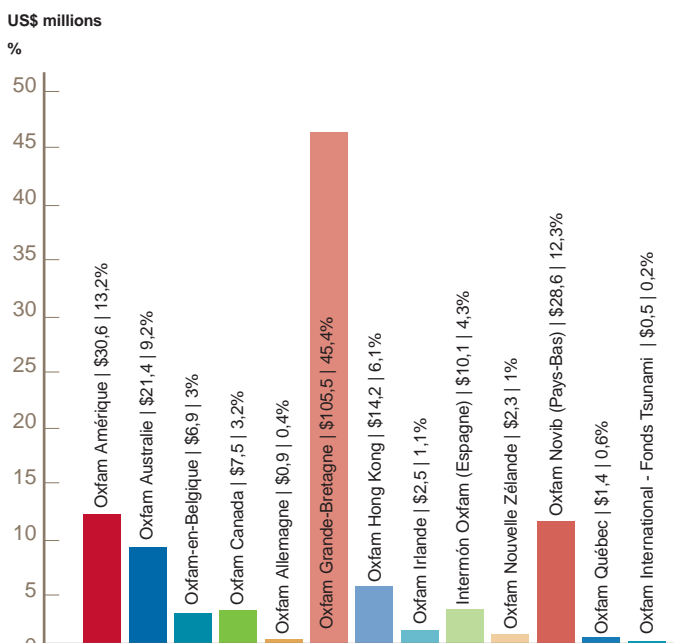
Comment fonctionne le Fonds

Les activités du Fonds sont menées par Oxfam et par des organisations partenaires. Afin d'éviter toute duplication dans le travail, certains affiliés gèrent des programmes par pays tandis que d'autres apportent des fonds et fournissent un soutien. Les affiliés responsables de programmes soumettent des propositions au TFMT, lequel attribue les fonds de façon opportune en

respectant les politiques et stratégies préétablies ainsi que les critères et principes humanitaires qui sous-tendent l'action humanitaire d'Oxfam International. Le Fonds dispose d'un petit secrétariat de quatre personnes basé à Oxford, chargé de gérer le processus d'attribution, les finances et les comptes, et de consolider et communiquer les rapports des affiliés. Il organise également les évaluations externes, les contrôles, les examens et les audits. Au vu de son caractère international, le Fonds tient une comptabilité en dollars américains, comme le fait également Oxfam International.

Des politiques et procédures ont été développées pour gérer les risques, les investissements et le rapportage financier. En 2006, le premier Rapport annuel et les premiers Comptes annuels ont été audités et soumis aux autorités réglementaires appropriées. Ils sont disponibles sur le site d'Oxfam International : www.oxfam.org

Fonds récoltés à ce jour par chaque affilié Oxfam



*ne comprend pas certaines sommes non encore reçues provenant d'appels communs et de fonds gouvernementaux. Voir pages 39 et 40 pour une liste complète des affiliés Oxfam.

Aperçu financier

Où va l'argent

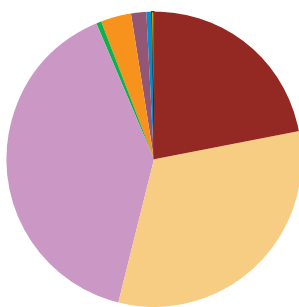
A ce jour, Oxfam a alloué 3,9% des fonds récoltés à des dépenses d'administration et de récolte de fonds. 39,8% des dépenses programmatiques totales ont été attribués à l'Indonésie, 32% au Sri Lanka, 22% à l'Inde et 3,3% à la Somalie, ce qui correspond de façon générale à nos objectifs de départ. Les fonds restants ont été dépensés en Thaïlande, en Birmanie et aux Maldives, ainsi qu'en frais généraux, lesquels comprennent les activités de recherche, le suivi centralisé et les évaluations, et certains programmes menés en partenariat au niveau mondial.

En 2006, les principales dépenses d'Oxfam ont été attribuées à des projets consacrés aux moyens de subsistance, ce qui reflète la priorité accordée par le programme tsunami à la

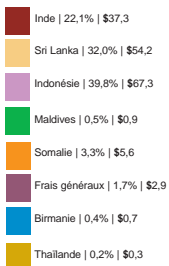
reconstruction des communautés. Par ailleurs, Oxfam a consacré beaucoup d'argent à la fourniture d'abris et à la santé publique. Les dépenses liées à la gestion du planning et des programmes font référence aux coûts liés au personnel ne travaillant pas directement à des projets spécifiques. Elles couvrent également des coûts apparentés tels que la nourriture, le logement, les déplacements, la location d'équipements et l'entretien d'espaces de bureaux.

A la fin du mois de septembre 2006, les dépenses programmatiques s'élevaient à 169,2 millions de dollars, soit 73% des fonds récoltés à ce jour, ce qui correspond approximativement aux prévisions. Les détails sont repris dans les graphiques ci-dessous, qui présentent les dépenses par pays et par secteur.

Dépense des fonds tsunami par pays, janvier 2005-septembre 2006

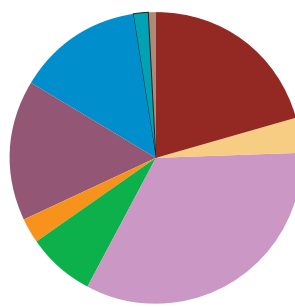


US\$ millions

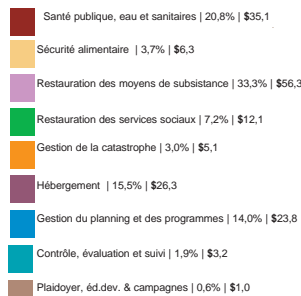


Total \$169,2

Dépense des fonds tsunami par secteur, janvier 2005-septembre 2006



US\$ millions



Total \$169,2

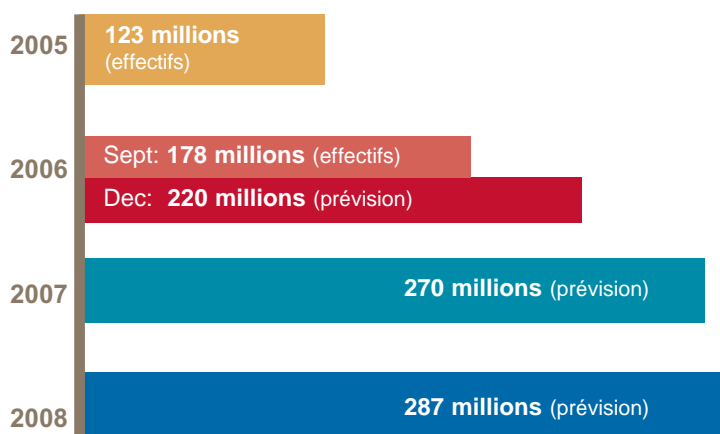
Aperçu financier

Plan de dépenses

Les dépenses programmatiques du quatrième trimestre 2006 sont évaluées à \$40.5m. Le total des dépenses après la deuxième année s'élèvera donc à \$220m, en ce compris les \$10.3m consacrés à la récolte de fonds et à l'administration. Cela correspond à environ 77% du total des fonds à récolter. Cette évolution est très satisfaisante et Oxfam est sur la bonne voie pour déboursier la valeur totale du Fonds dans les quatre ans. Bien que l'échéancier précis des dépenses soit difficile à prévoir, des estimations sont fournies dans le calendrier ci-dessous.

Dépenses consacrées aux programmes

(y compris l'administration et la récolte de fonds)



Tous les chiffres sont en US\$



Bismi, Tiara et Agil jouent avec un parasol décoré par leur mère. Dans le cadre d'un projet d'Oxfam axé sur les moyens de subsistance, les femmes d'un groupe de Calang, à Aceh, ont reçu un don visant à permettre la création d'une petite entreprise de décorations de mariage. L'aide à la restauration des moyens de subsistance constitue le secteur de dépenses le plus important de l'action tsunami d'Oxfam.

Transparence et responsabilité

Pour Oxfam, les personnes touchées par les crises humanitaires ont le droit fondamental de recevoir une aide d'urgence rapide et de qualité. Ceci est nécessaire pour soulager leurs souffrances immédiates et minimiser les dommages à long terme en matière de développement et de moyens de subsistance.

Pour que cela soit réellement possible, Oxfam se doit de rendre des comptes à ses partenaires et aux membres des communautés touchées par la crise. Il est parfois difficile de trouver un équilibre entre cette nécessité et les exigences d'autres parties prenantes, comme celles des donateurs, qui peuvent influencer les actions en cours et futures. Toutefois, Oxfam est convaincu que, pour assurer un impact durable, les bénéficiaires doivent s'approprier les programmes qui les concernent.

Projet pilote

Oxfam a toujours rendu des comptes aux bénéficiaires et a mis en œuvre des outils et techniques de responsabilisation dans le cadre de son action tsunami. Ces outils et techniques se focalisent sur des aspects pratiques tels que la fourniture d'informations, l'analyse des attitudes et comportements du personnel, et l'expérimentation de mécanismes de feedback et de plaintes. Sur base des résultats des projets pilotes, Oxfam étudie aujourd'hui la façon de disséminer ces leçons à travers la confédération afin d'améliorer sa transparence et sa responsabilité vis-à-vis des bénéficiaires lors de futures crises.

Leçons tirées

EXEMPLES D'EXPÉRIENCES CONCLUANTES:→

→ Au Matara, dans le sud du Sri Lanka, Oxfam et ses partenaires ont mené une campagne d'information publique sur le droit des personnes déplacées dans le pays à bénéficier d'un abri de transition et sur la procédure à suivre pour l'obtenir. Ils ont produit un prospectus démystificateur en anglais et sinhala, indiquant le moment auquel un agent de l'autorité locale serait disponible pour répondre aux questions et expliquer qui était responsable de l'organisation des abris de transition.

→ Au Matara également, les membres de la communauté ont déclaré qu'Oxfam était la seule organisation à leur avoir offert un contrat stipulant les responsabilités des différentes parties en matière de construction d'abris de transition. Ils ont beaucoup apprécié cette initiative.

→ En juillet 2006, Oxfam fut la première ONG internationale à commanditer une évaluation externe de sa responsabilité vis-à-vis des bénéficiaires du sud de l'Inde. Mille bénéficiaires furent interrogés sur ce qu'ils pensaient de l'action tsunami d'Oxfam.

→ En avril 2006, Oxfam a entamé la clôture de son programme tsunami à Sigli, dans la région d'Aceh. Pour assurer un retrait sans problèmes, Oxfam a eu recours à des récits, des affiches et des photos pour informer les communautés et institutions locales et pour faire en sorte que les bonnes personnes soient pleinement impliquées dans les processus de décision.

DÉFIS À RELEVER:

→ Oxfam veut à présent assurer la cohérence des critères qu'elle utilise pour cibler les bénéficiaires. Il s'est en effet avéré que l'utilisation de procédures différentes dans des villages voisins génère des conflits entre communautés et au sein même des communautés.

→ Dans les endroits où la rotation du personnel humanitaire d'Oxfam est importante, il faut faire en sorte que les relations avec les communautés n'en souffrent pas et que les communautés participent aux décisions partout où cela est possible.

→ Dans les endroits où Oxfam a mis en place des procédures de réclamation, elle doit faire en sorte de répondre correctement aux problèmes soulevés. Cela permettra d'éviter que les attentes ne soient injustement gonflées et n'augmentent les frustrations.

Indonésie

Déjà frappée par une guerre civile depuis 30 ans, la province indonésienne d'Aceh fut la plus gravement touchée par le séisme et le tsunami. Plus de 167.000 personnes y ont perdu la vie et 600.000 se sont retrouvées sans abri. Trois mois après la catastrophe, l'île voisine de Nias fut dévastée par une forte réplique sismique.

Vu l'étendue des dégâts, les effets du conflit et le fait qu'Oxfam n'était pas présente dans la province, le programme tsunami d'Aceh fut le plus ambitieux à mettre en œuvre. Cela dit, la province d'Aceh n'a plus connu de violences depuis l'accord de paix d'août 2005 et elle tiendra bientôt ses premières élections. Les agriculteurs d'Aceh retournent dans leurs champs, lesquels ont été abandonnés depuis des dizaines d'années à cause du conflit. Des signes positifs laissent à penser que le redressement de la province sera durable, ce qui contraste fortement avec la situation du Sri Lanka, qui est retombé dans le conflit.

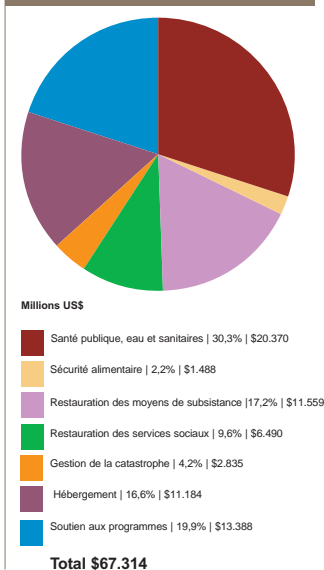
Oxfam et ses partenaires ont aidé plus de 470.000 victimes du tsunami (dans plus de 500 communautés) à faire valoir leur droit à bénéficier d'un hébergement et de moyens de subsistance et à être écoutés. A certains endroits, particulièrement sur la côte est d'Aceh, Oxfam a rempli ses objectifs et se prépare à passer le relais de façon responsable aux communautés.

De nombreux succès et quelques défis de taille ont été enregistrés. En mars 2006, Oxfam a temporairement suspendu toutes les

activités non essentielles gérées depuis le bureau de Aceh Besar, afin de tirer au clair certains soupçons d'irrégularités. La décision d'Oxfam de s'exprimer publiquement à propos de ces fraudes a été accueillie de façon très positive par le public. L'enquête a montré que les pertes avérées étaient relativement faibles (22.600 dollars américains, dont 20.000 ont pu être récupérés), mais elle a mis l'accent sur des faiblesses de gestion. Une évaluation approfondie des activités d'Oxfam dans la province d'Aceh est arrivée à une conclusion similaire. En réaction, Oxfam a mis en œuvre un plan d'action, lequel comprend un système de gestion plus rigoureux, la désignation pour six mois d'un agent de prévention des pertes (Loss Prevention Officer) et la formation de tout le personnel en matière de prévention de vol, de corruption et de fraude. Un examen externe de l'enquête a cautionné l'approche d'Oxfam et a fourni des leçons utiles.

Depuis le tsunami, la province d'Aceh est la première province indonésienne à avoir introduit la loi de la Shari'a. Dans ce contexte, Oxfam soutient des actions de plaidoyer des partenaires locaux visant à renforcer le droit à la parole de tous les habitants d'Aceh dans les processus de décision religieux et gouvernementaux.

Comment l'argent a-t-il été dépensé ?



Jasmiati et son fils Mohammed Nazar habitent dans le village de Tuwi Kareung, près de Calang. Ils posent avec la vache qu'ils ont achetée grâce à une aide du programme d'Oxfam axé sur les moyens de subsistance.

Indonésie

Santé publique

Dans la province d'Aceh, les activités d'Oxfam en matière de santé publique ont débuté quelques jours après le tsunami. Elles ont depuis lors bénéficié à près de 300.000 victimes. Durant les 18 premiers mois de l'action tsunami, Oxfam a construit plus de 4.450 puits, 2.200 installations de bain, 6.030 latrines et a livré plus de 40 millions de litres d'eau potable à des familles déplacées.

Au cours des derniers mois, Oxfam a entamé la mise en œuvre de solutions à plus long terme, comme la réparation des systèmes urbains d'approvisionnement en eau dans la ville de Lhokseumawe, sur la côte est. Ou en organisant 790 sessions de formation pour permettre aux communautés de faire fonctionner et d'entretenir les équipements d'approvisionnement en eau. Oxfam a également facilité le développement de 173 plans d'action communautaires en matière de santé et de mesures de gestion des déchets dans 875 villages.

Par ailleurs, Oxfam est l'une des principales organisations responsables de la fourniture d'eau et de services sanitaires dans l'île de Nias. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, Oxfam a fourni de l'eau à plus de 6.700 personnes et a construit des puits, des installations de bain et des latrines sur l'île.

Oxfam a également utilisé les sources naturelles, particulièrement sur l'île de Nias, où elle a installé 40 systèmes hydrauliques actionnés par gravité depuis les sources. L'entretien de ces systèmes est minime et leur fonctionnement ne requiert pas de formation approfondie, ce qui permet à ces

projets généralement de petite envergure d'être gérés par les communautés elles-mêmes.

A l'instar d'autres organisations humanitaires, Oxfam a construit des fosses septiques en se basant sur des normes de conception utilisées partout en Indonésie. Cependant, le séisme qui a précédé le tsunami a provoqué des affaissements de terrain et une élévation des niveaux des nappes phréatiques, ce qui a engendré un risque de contamination des fosses septiques par les eaux des nappes phréatiques. Si rien ne témoigne que les approvisionnements en eau aient été contaminés, Oxfam a pourtant pris des mesures pour gérer ce risque. Oxfam fut la première organisation à soulever le problème auprès de l'Agence de Réhabilitation et de Reconstruction d'Aceh et de Nias (la BRR) et du « Water and Sanitation Group » des Nations unies. La BRR a adopté de nouvelles réglementations en juin 2006. Les experts d'Oxfam examinent les fosses septiques et, si nécessaire, les remplacent par des fosses non poreuses.

Les activités d'Oxfam en matière de gestion de l'eau et de gestion sanitaire sont complétées par des actions de promotion de la santé et de l'hygiène. L'organisation a par exemple mobilisé et formé les comités de santé villageois et plus de 2.300 volontaires pour qu'ils disséminent des messages en matière de santé et d'hygiène et pour organiser des campagnes de santé publique sur la diarrhée et la malaria.

Oxfam a construit plus de 4.450 puits, 2.200 installations de bain, 6.030 latrines et a livré plus de 40 millions de litres d'eau potable à des familles déplacées.

Indonésie

Acquisition de nouvelles compétences

Le tee-shirt bleu marine de Mahmulia est tacheté de jaune et ses cheveux sont mouchetés de peinture brune. « C'est mon deuxième jour de peinture », annonce-t-elle avec un petit rire. Oxfam apprend à Mahmulia et à 36 autres femmes à peindre les nouvelles maisons que l'on construit dans leur village, Beuring In, détruit par le tsunami.



“Je veux être l'égal des hommes et pouvoir gagner de l'argent de la même façon qu'eux.”

A gauche, Mahmulia nous parle de ses nouvelles compétence en peinture.

Avant le tsunami, peintre en bâtiment était un métier dominé par les hommes. Les femmes avaient tendance à travailler dans les rizières ou à tenir une petite échoppe dans la rue. Mais l'ampleur sans précédent des travaux de construction entrepris à Beuring In a entraîné une augmentation de la demande de peintres qualifiés, ce qui a généré des opportunités d'emploi rémunéré pour les femmes de la localité.

Comme l'explique Ainy Fauziyah, d'Oxfam : « Les femmes ont demandé si elles pouvaient peindre et nous avons accepté. Dans cette zone, elles vont peindre 48 maisons permanentes construites par Oxfam. Pour chaque maison, les groupes de deux ou trois peintres sont payés 350.000 rupiah (\$35) par Oxfam. »

Aujourd'hui, Mahmulia peint le plafond d'un salon ainsi que quelques cadres de portes et de fenêtres, pour s'exercer avant le commencement réel du projet. Les femmes travaillent en petites équipes et devront peindre une maison par semaine. Vu le nombre de nouvelles maisons en construction, elles auront probablement du travail pendant un bon moment. Quand les maisons d'Oxfam seront terminées, Ainy projette de recommander ses travailleuses à d'autres organisations de la région actives dans la construction.

Pour Oxfam, ce projet ne se limite pas simplement à créer des emplois. Il permet également aux femmes de s'investir pour améliorer leur vie et celle de leur communauté. Mahmulia déclare : « Je veux être l'égal des hommes et pouvoir gagner de l'argent de la même façon qu'eux. Plus tard, je me marierai et j'aurai un bébé ; c'est bien que je gagne de l'argent car le bébé ne devra pas attendre de recevoir les choses de l'homme uniquement. »

Le traumatisme provoqué par le tsunami pèse fortement sur ces apprenties peintres, mais elles se réjouissent de cette nouvelle opportunité de gagner leur vie.

Indonésie

Moyens de subsistance

A Aceh et Nias, Oxfam a dans un premier temps privilégié les projets « travail contre salaire » (cash for work) permettant d'injecter de l'argent dans les communautés après une situation d'urgence. L'accent a aussi été mis sur le remplacement de biens perdus, comme les bateaux de pêche. Ces premiers projets ont bénéficié à 63.600 personnes.

En 2006, Oxfam a développé des projets à plus long terme. Consacrés aux moyens de subsistance, ces projets étaient basés sur des dons, des prêts, des formations et la création de groupes d'entraide chez les pêcheurs, les agriculteurs, les tailleurs et les tisserands. Oxfam a accordé plus de 5.200 dons en liquide à 23.362 personnes touchées par le tsunami, pour un montant total de \$2.95m. Oxfam a mis sur pied 369 formations techniques pour plus de 600 groupes d'entraide appuyés par Oxfam. L'organisation a, en outre, fourni des semences, des engrais et des équipements à des milliers de petites entreprises. Plus de 40% des bénéficiaires étaient des femmes.

Depuis le début de l'action tsunami d'Oxfam à Aceh et Nias, plus de 3.000 hectares de terres ont été réhabilités. Par ailleurs, Oxfam a réparé 30 ponts et environ 100 kilomètres de routes, ce qui a permis d'améliorer l'accès des communautés marginalisées aux marchés.

En plus des dons, Oxfam a aidé dix-neuf organisations partenaires à fournir des formations, de l'équipement et des matériaux. En outre, ces partenaires sont en train de réaliser une série de projets de petite envergure à fonds renouvelables, qui permettent aux groupes d'entraide de gérer leurs propres économies et de rembourser leurs prêts. De sorte que les fonds peuvent être réutilisés par d'autres membres.

En 2006, Oxfam a développé des projets à plus long terme consacrés aux moyens de subsistance basés sur des dons, des prêts, des formations et la création de groupes d'entraide.



Des pêcheurs sortent un bateau de l'eau à Krueng Tunong, près de Lamno. Outre des contributions en matière de moyens de subsistance, Oxfam a aidé la communauté à reconstruire un pont voisin, améliorant de ce fait l'accès au village.

Indonésie

Relance des commerces

« Je fais de très bonnes affaires ici », déclare Mr Dahlani, arborant un grand sourire en sortant une boisson du réfrigérateur pour la vendre à un client.

« Mon kiosque rapporte 200.000 rupiah (\$20) par jour. Je fais 30.000 rupiah (\$3) de bénéfices et le reste sert à réapprovisionner mon stock. »



« J'étais déprimé et je me sentais coupable car je savais que je ne pouvais pas travailler pour nourrir et loger ma famille »,

Dahlani (à gauche) a reçu un don d'Oxfam qui lui a permis de réapprovisionner son magasin et de recommencer à gagner sa vie.

L'échoppe de Dahlani a la taille d'une grande cabane. Il y vend des canettes et des boîtes de nourriture, ainsi que divers produits ménagers tels que des articles de toilette, des piles, des ampoules et des seaux en plastique. Dans le fond du magasin, on trouve un réfrigérateur pour conserver les fruits périssables.

Dahlani a surmonté beaucoup plus de problèmes que la majorité des gens. Enfant, la polio a paralysé ses deux jambes et il utilise depuis des béquilles pour se déplacer. Le tsunami a détruit son village, Kuta Glumpang, et le contenu de son magasin a été englouti. Il n'avait pas d'argent pour racheter des marchandises et aucun moyen pour nourrir et loger sa femme et ses trois enfants.

« J'étais déprimé et je me sentais coupable car je savais que je ne pouvais pas travailler pour nourrir et loger ma famille », dit-il en secouant lentement la tête. « Je ne voulais pas avoir l'impression d'être un mendiant. »

Lors d'une réunion de village, un voisin inquiet s'est adressé à Oxfam pour demander si l'organisation pouvait aider son ami. En avril 2006, Dahlani a reçu la première des deux subventions octroyées, pour un montant total de 4 millions de rupiah (\$400), ce qui lui a permis de réapprovisionner et de relancer son magasin.

« Mr Dahlani a la liberté de choisir ce qu'il veut vendre. Il connaît le marché », confirme Rozanna Dewi, chargée des actions sur les moyens de subsistance chez Oxfam.

Indonésie

Services sociaux

Le programme d'Oxfam en matière de services sociaux est axé sur deux priorités : reconstruire les établissements scolaires et renforcer les organisations de la société civile et les organisations communautaires.

Education International, un partenaire d'Oxfam, a achevé 12 des 28 écoles qu'elle s'est engagée à reconstruire à Aceh. Le reste sera terminé d'ici la fin de l'année 2006.

Toutes les écoles sont équipées d'ordinateurs. Environ 1.700 enseignants ont péri lors du tsunami. Education International est en train de former 600 nouveaux enseignants et 111 d'entre eux ont déjà terminé leur formation. Au moins un enseignant par école recevra une formation en gestion des traumatismes et aidera les élèves à surmonter les effets psychologiques causés par la catastrophe.

Le développement de la société civile a été entravé par le conflit qui a fait rage à Aceh durant les 30 années qui ont précédé le tsunami. Dans le cadre de son action tsunami, Oxfam a mis beaucoup d'énergie à soutenir le développement d'ONG locales. Une unité spéciale a travaillé avec 37 groupements de la société civile en leur apportant une formation en matière de plaidoyer, de gouvernance, de planification stratégique et de responsabilité/transparence. Hivos, un partenaire d'Oxfam, a également contribué au renforcement de la société civile d'Aceh en octroyant des dons à 21 organisations locales et en améliorant leurs connaissances et compétences dans un certain nombre de domaines comme les problèmes relatifs au genre, la réduction des risques liés aux

catastrophes, le plaidoyer environnemental et la gestion financière.

Dans leurs efforts de renforcement des communautés, Oxfam et ses partenaires ont privilégié les mécanismes qui accentuent le rôle des femmes dans les processus de décision. Par exemple, le « True Partner of Indonesia's Women (MiSpi) » fait pression pour que les femmes soient mieux représentées au conseil religieux d'Aceh.

Gestion des catastrophes

Wetlands International, un partenaire d'Oxfam, a travaillé avec 47 ONG locales et organisations communautaires pour mettre oeuvre 58 projets assortis de petites subventions. La plantation d'arbres, activité générant des revenus et fournissant une protection contre les catastrophes, comptait parmi ces projets, de même que la création de deux zones communautaires de protection marine. Beaucoup de mangroves plantées dans le cadre de cette initiative se sont maintenues. Par ailleurs, Wetlands International a effectué une analyse approfondie des lois et réglementations locales et nationales et a produit des brochures dans les langues locales afin de conscientiser la population à l'importance des écosystèmes côtiers pour la survie des communautés et de leurs moyens de subsistance. Le Fonds Tsunami a également servi à améliorer la préparation aux catastrophes dans toute l'Indonésie. Cela s'est fait dans le cadre du projet PRIME financé par Oxfam, qui a permis de mettre sur pied des équipes d'intervention rapide et de les déployer avec succès lors du séisme de Yogyakarta en mai 2006.

Environ 1.700 enseignants ont péri lors du tsunami. Education International est en train de former 600 nouveaux enseignants et 111 d'entre eux ont déjà terminé leur formation.



Tengku Adam, 65 ans, est aveugle. Oxfam l'a aidé à adapter sa maison de Kuta Krueng, près de Lhokseumawe, à ses besoins. Des carrelages de différentes textures ont été apposés à l'intérieur et à l'extérieur de la maison afin de lui permettre de s'orienter. Son épouse tient un petit magasin dans la maison, grâce à un don accordé par Oxfam.

Indonésie

Droits fonciers

Lors du séisme et du tsunami, la majorité des documents relatifs aux propriétés foncières ont disparu ou ont été fortement endommagés. Dans les zones où il n'existait pas de documents, la mort de chefs de communauté et la perte de communautés entières ont affaibli la structure sociale permettant de rétablir avec certitude les droits fonciers.

Depuis la mi-2005, les activités de plaidoyer d'Oxfam dans la région d'Aceh se sont focalisées sur des questions liées aux droits fonciers et à l'accès aux terres. En juillet 2005, Oxfam et le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) ont publié un rapport sur la restauration et la confirmation des droits fonciers des personnes déplacées de la province. Le rapport mettait l'accent sur deux problèmes urgents : d'une part, la nécessité d'un régime foncier stable comme soutien à la reconstruction des logements et à l'attribution des terres ; d'autre part, la nécessité de minimiser l'appropriation abusive de terres et les conflits de propriété.

Assurant la continuité de cet exercice en 2006, Oxfam a commandité des rapports qui ont mis en exergue plusieurs problèmes cruciaux : une répartition très inégale de la propriété terrienne et de la propriété immobilière entre les sexes, la situation précaire des locataires et des occupants illégaux et leur exclusion du programme du gouvernement en matière de logement, des complications continues dans le cadre

des processus de relogement, et des cas de revendications multiples sur les terres dans les régions où vivaient les personnes touchées par le tsunami.

Oxfam a connu un certain succès dans son travail de promotion de titres fonciers communs pour les maris et épouses. Le sujet a été examiné par le dirigeant de l'Agence pour la Réhabilitation et la Reconstruction d'Aceh et de Nias (BRR), lequel a, à son tour, fait pression sur l'Office national foncier de Jakarta pour faire émettre des titres communs sur les terres acquises par la BRR. Simultanément, la BRR promeut la mise en place de titres communs auprès des communautés locales.

Parmi les autres questions abordées, les rapports soulignent que le problème des locataires et des occupants illégaux doit être traité d'urgence. Se basant sur le principe du « remplacement des biens », les réglementations de la BRR ne permettent aux locataires et aux occupants illégaux que de bénéficier d'une aide en liquide, pas d'un logement. Bien qu'on n'ait pas interdit explicitement aux ONG de fournir un logement à ces personnes vulnérables, la BRR a demandé aux organisations de ne plus les considérer comme des bénéficiaires potentiels. Oxfam travaille actuellement en collaboration avec le PNUD pour faire pression sur les agences de logement et la BRR et leur faire prendre conscience de l'inéquité de ces réglementations, tout en continuant à sensibiliser la population via les media.



A Kuta Krueng, près de Lhokseumawe, une veuve nous montre le certificat de propriété du logement permanent qu'elle a reçu d'Oxfam. Son ancienne maison a été détruite par le tsunami.

Indonésie

Hébergement

La reconstruction d'Aceh est une tâche monumentale. Avant le tsunami, on y construisait 10.000 maisons par an. Aujourd'hui, l'objectif est monté à 100.000. Les efforts de reconstruction ont été considérablement ralentis en raison d'un certain nombre de facteurs : manque d'infrastructures routières pour accéder à de nombreuses régions, manque de savoir-faire de la main d'œuvre locale, nécessité d'établir des limites de terrain ainsi que des droits de propriété et d'héritage avant la reconstruction, problèmes liés à la réimplantation de personnes dont les terres ont été englouties par la mer. Oxfam a rencontré des difficultés particulières pour ses approvisionnements, surtout en bois légal et en briques. Ces derniers mois, certains problèmes ont pu être résolus, ce qui a permis à toutes les agences d'accélérer le rythme de reconstruction.

Oxfam a l'intention de construire 1.620 logements permanents, un chiffre qui est inférieur aux premières estimations. Oxfam a en effet transféré certains projets à d'autres organisations bénéficiant de plus importantes capacités dans les zones où les futures maisons doivent être construites. Ce faisant, Oxfam va rediriger ses investissements vers d'autres domaines prioritaires, comme la santé publique et les moyens de subsistance.

A ce jour, Oxfam a terminé plus de 800 maisons, et la construction de 200 autres

maisons est en cours. Le projet permettra de fournir un logement permanent à 4.000 personnes. Les maisons sont construites sur base de normes de conception approuvées par la BRR et adaptées à la culture locale. Elles sont conçues pour résister aux séismes et sont pourvues de systèmes d'approvisionnement en eau et d'équipements sanitaires. Par ailleurs, Oxfam a financé un programme de logement mené par Muslim Aid, qui vise à construire 310 maisons traditionnelles et en briques d'ici la fin de l'année 2006.

Pour ses travaux de construction, Oxfam a adopté un modèle de participation communautaire qui a, dans la majorité des cas, bien fonctionné. La principale exception est celle d'Aceh Besar, où des problèmes ont surgi car il n'y avait pas assez de main-d'œuvre qualifiée pour superviser toutes les maisons construites par les membres des communautés. Ne permettant donc pas l'identification et la résolution des problèmes aux premiers stades du travail.

Les activités de plaidoyer sont l'une des principales méthodes d'action d'Oxfam. Oxfam a fait pression, avec un certain succès, en faveur de titres fonciers communs pour les femmes et en faveur des droits des occupants illégaux et des locataires. La santé publique devient de plus en plus problématique dans les baraquements, ces bâtiments longs et bas qui servent toujours d'abris de transition à pas moins de 70.000 victimes du tsunami.

A ce jour, Oxfam a terminé plus de 800 maisons, et la construction de 200 autres maisons est en cours. Le projet permettra de fournir un logement permanent à 4.000 personnes.



Maisons semi-permanentes construites par Oxfam dans le village de pêcheurs de Lhokseudu, à l'ouest de Banda Aceh. Oxfam a, par ailleurs, fourni des moyens de subsistance aux familles du village afin de relancer les activités de pêche.

Sri Lanka

La deuxième année du programme tsunami au Sri Lanka a été ombragée par la reprise des conflits dans l'île. Depuis avril 2006, plus de 200.000 personnes ont dû être déplacées à cause d'une recrudescence des violences ; nombre de ces personnes appartiennent aux communautés du nord et de l'est de l'île qui avaient été touchées par le tsunami. Certaines zones ont été difficilement accessibles, particulièrement celles contrôlées par les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE). L'armée a limité les acheminements de matériaux de construction, ce qui a eu de graves conséquences sur les projets de construction, déjà retardés par des modifications des réglementations gouvernementales et le manque de terres adéquates. Des employés d'agences internationales ont été la cible de violences et 17 Sri Lankais travaillant pour une ONG française ont été abattus.

Grâce au fait qu'elle travaille avec des partenaires locaux, Oxfam a pu poursuivre ses programmes sans trop de perturbations. Oxfam met son programme en œuvre en collaboration avec d'autres organisations et dirige les activités de gestion de l'eau et de gestion sanitaire. Oxfam a fourni de l'eau propre et des installations sanitaires aux familles déplacées par le tsunami, puis par le conflit.

Cela dit, Oxfam a dû ré-échelonner ses activités dans les zones touchées par le conflit et certains partenaires clé ont dû temporairement fermer leurs bureaux. L'organisation s'est ralliée à d'autres agences

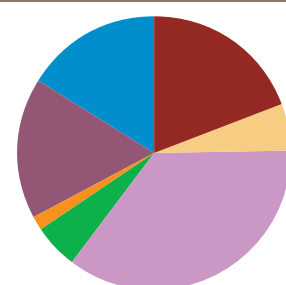
pour faire pression sur l'armée sri lankaise et sur les LTTE afin que les organisations humanitaires puissent atteindre librement toutes les populations touchées par le tsunami et par le conflit et leur fournir l'aide nécessaire.

Le conflit et le rétablissement de la paix font partie des thèmes abordés dans un ambitieux programme de recherche au Sri Lanka. En collaboration avec des institutions locales et des communautés touchées par les violences, Oxfam base son approche sur la recherche de preuves incontestables. La préparation aux catastrophes et les marchés du riz et de fibre de coco comptent parmi les autres domaines de recherche au Sri Lanka.

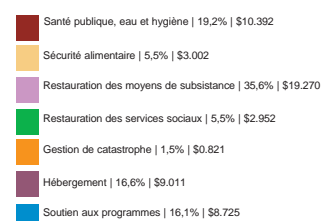
Depuis le début de l'action tsunami, Oxfam et ses partenaires sont venus en aide à plus de 600.000 personnes au Sri Lanka. Ils continuent à aider 105.000 personnes, en se focalisant sur la restauration des moyens de subsistance, l'amélioration de la sécurité des revenus et la relance des économies locales.

L'une des principales préoccupations d'Oxfam est d'assurer la protection des droits des femmes pendant toute la durée du processus de reconstruction. Oxfam a fait pression sur le gouvernement pour qu'il lutte contre l'exclusion des femmes dans la restauration des biens et pour qu'il favorise l'émission de titres fonciers communs. Par ailleurs, Oxfam et ses partenaires ont collaboré avec les dirigeants des camps de réfugiés afin d'établir des comités de défense des droits des femmes et de sensibiliser les populations au problème de la violence domestique.

Comment l'argent a-t-il été dépensé ?



Millions USD



Total \$54.173



A Tangalle, Prema Rubasinghe sourit devant son épicerie endommagée lors du tsunami et remise sur pied grâce à l'aide de Sewa Lanka, un partenaire d'Oxfam.

Sri Lanka

Moyens de subsistance

La restauration des moyens de subsistance représente le volet en cours le plus important du programme tsunami d'Oxfam. Dans un premier temps, le programme a privilégié les projets « travail contre salaire » (cash for work) et le remplacement de biens perdus, par exemple des bateaux de pêche ou de l'équipement agricole. En 2006, le programme s'est recentré vers des activités à plus long terme telles que l'octroi de dons et de prêts permettant la création ou la relance de petites entreprises. Cette aide est souvent assortie de formations professionnelles dans des domaines tels que la comptabilité et des compétences techniques de base.

Près de 280.000 personnes ont bénéficié des projets consacrés aux moyens de subsistance financés par Oxfam. En septembre 2006, plus de 56.000 recevaient encore de l'aide. Les activités ont été réalisées en collaboration avec des partenaires tels que Sewa Lanka et Sarvodaya Economic Enterprise Development Services (SEEDS) et avec des organisations plus petites. Parmi les bénéficiaires, on compte des pêcheurs dont les bateaux et filets ont été remplacés, des agriculteurs ayant reçu des semences et de l'équipement, des maçons et des charpentiers ayant participé aux efforts de reconstruction, et des groupes d'entraide de femmes.

Oxfam a mobilisé les producteurs pauvres pour qu'ils puissent bénéficier d'un meilleur accès aux marchés et d'un prix juste pour leurs produits. Elle a réalisé des études de marché pour développer un mécanisme permettant d'assurer un meilleur salaire aux producteurs de coir (fibre de coco), qui sont en majorité des femmes. Dans le sud, environ 3.000 producteurs de coir en ont bénéficié. Après avoir fourni une aide initiale sous forme de semences, d'engrais et d'équipement, Oxfam et ses partenaires ont cherché à

améliorer le salaire des agriculteurs en construisant des canaux d'irrigation et des réservoirs d'eau pour augmenter la productivité.

Un élément clé des programmes d'Oxfam consacrés aux moyens de subsistance est l'amélioration du salaire potentiel des femmes. Au Sri Lanka, la majorité des bénéficiaires de ces programmes consacrés aux moyens de subsistance sont des femmes ; ce chiffre atteint même plus de 90% chez d'autres partenaires tels que Agromart, BRAC (précédemment dénommé Bangladesh Rural Advancement Committee) et SEEDS. Les femmes ont reçu des formations et des financements pour relancer de petites entreprises dans des domaines divers tels que la couture, l'élevage, le commerce de poisson ou de produits agricoles, la fabrication de briques et le recyclage des déchets.

Dans l'est du Sri Lanka, bien que les activités liées aux moyens de subsistance aient été entravées par le conflit, Oxfam et 12 organisations communautaires continuent à travailler avec 892 groupes d'entraide à Batticaloa, Hambantota et Amparai. Les groupes, qui totalisent 4.159 membres dont 78% de femmes, reçoivent des prêts et des formations professionnelles qui leur permettent de reprendre des activités telles que la pêche, la culture du riz et la culture de légumes. Oxfam et Sewa Lanka ont, en outre, fourni un camion réfrigéré utilisé par six coopératives de pêche et ils ont rénové deux marchés au poisson à Ampara.

L'objectif d'Oxfam est d'améliorer durablement la sécurité économique des populations. A cet effet, elle a apporté sa contribution financière à un plan de pensions et d'assurance auquel plus de 1.000 membres de communautés de pêcheurs ont souscrit.



Pushpa Malin (au premier plan) et sa voisine, Sarath Muthamara ont lancé leur petite entreprise de poisson séché dans le village d'Hummanya, près de Kudawella. Ceci fut possible grâce à un projet axé sur les moyens de subsistance géré par Sewa Lanka, un partenaire d'Oxfam. Pushpa a perdu son mari avant le tsunami, tandis que Sarath souffre d'une maladie respiratoire qui l'empêche de pratiquer la pêche en mer.

Oxfam a mobilisé les producteurs pauvres pour qu'ils puissent bénéficier d'un meilleur accès aux marchés et d'un prix juste pour leurs produits.

Sri Lanka

Santé publique

Ces derniers mois, la priorité du programme d'Oxfam en matière de santé publique a été d'assurer la fourniture d'eau potable et d'installations sanitaires aux victimes du tsunami déplacées à cause du conflit. Oxfam, en partenariat avec les autorités locales et d'autres organisations, a installé et entretenu des réservoirs d'eau pour subvenir temporairement aux besoins en eau et sanitaires des personnes sans abri vivant dans les camps des districts de Batticaloa et de Trincomalee. A la fin du mois de septembre 2006, Oxfam fournissait plus de 200.000 litres d'eau par jour et avait construit 82 latrines d'urgence.

Les conditions de santé publique dans les camps de réfugiés étant très mauvaises, Oxfam et ses partenaires ont mobilisé des volontaires pour les assainir. Ils ont par ailleurs enjoint les autorités à réimplanter ces personnes déplacées sur des sites plus appropriés et disposant d'espaces suffisants pour y construire des installations sanitaires.

Avant de réagir à cette dernière crise, Oxfam abandonnait progressivement ses actions d'approvisionnements d'urgence en eau et envisageait d'intégrer ces activités (gestion de

l'eau et sanitaire) dans ses programmes axés sur les moyens de subsistance. Oxfam travaille en outre avec les autorités nationales chargées de la gestion de l'eau pour rénover et réhabiliter le système d'approvisionnement en eau de deux zones du district de Batticaloa.

Depuis le début de l'action tsunami, Oxfam et ses partenaires ont construit ou réhabilité plus de 8.000 puits. Par ailleurs, Oxfam a partagé son expertise en matière de gestion de l'eau et de gestion sanitaire avec d'autres ONG. Elle a par exemple installé des latrines dans des maisons construites par d'autres organisations. Durant le programme, plus de 114.000 personnes ont bénéficié des activités d'Oxfam en matière de gestion de l'eau et de gestion sanitaire.

Parallèlement à la fourniture d'eau et d'installations sanitaires, les partenaires d'Oxfam ont mis en œuvre une série de programmes de santé et d'hygiène. Ces programmes sont variés et vont de la sensibilisation des enfants aux dangers de boire de l'eau polluée à la formation en matière de santé reproductive et la sensibilisation au problème du HIV/SIDA.

Depuis le début de l'action tsunami, Oxfam et ses partenaires ont construit ou réhabilité plus de 8.000 puits.



Lakshiha Lakmal, 14 ans, parle de l'aide qu'il a reçue d'un partenaire d'Oxfam, le « International War Related Trauma and Humanitarian Intervention (IWTHI) Trust ». Après avoir suivi un atelier d'aide psychosociale, il a planté un arbre dans son jardin pour se libérer du traumatisme subi lors du tsunami. Sa mère, Malini, a reçu une aide du IWTHI Trust pour démarrer une petite entreprise.

Sri Lanka

Solutions pratiques

Le tsunami a eu lieu cinq jours après la naissance du premier enfant de Lakma. Sa maison et sa famille ont été épargnées, mais la boulangerie où travaillait Dayananda, son mari, a été détruite. Anéantissant ainsi la seule source de revenu de la jeune famille.



« Je pensais que j'allais devoir partir travailler à l'étranger. Je ne voulais pas quitter mon bébé, mais je pensais que j'allais devoir le faire. Il semblait n'y avoir d'aide nulle part. »

Lakma et Dayananda gagnent décemment leur vie grâce à leur échoppe.

Lakma explique les conséquences de la catastrophe sur sa famille : « Nous n'avions plus d'eau ni d'électricité. Le soir, nous restions assis dans le noir car nous ne pouvions pas nous permettre d'acheter du kérosène. Nous étions endettés vis-à-vis de nos voisins et de notre famille. Je pensais que j'allais devoir partir travailler pour des étrangers dans un autre pays. Je ne voulais pas quitter mon bébé, mais je pensais que j'allais devoir le faire. Il semblait n'y avoir d'aide nulle part. »

A mesure que les problèmes financiers et les frustrations s'accroissaient, les disputes augmentaient également. « Quand on en arrive à un certain point, on ne parvient plus à discuter des problèmes. Nous ne faisons plus que crier l'un sur l'autre », déclare Dayananda.

Ayant entendu parler de la situation du couple, Mr K.G. Ajith, un conseiller psychosocial de la région formé par le partenaire d'Oxfam IWTHI Trust, leur a rendu visite.

« J'ai pu partager toutes mes frustrations avec lui et il a pu voir comment nous vivions. Il nous a suggéré d'installer une échoppe et de vendre de la nourriture », raconte Lakma. « J'ai reçu un petit prêt du IWTHI Trust et nous avons commencé à aménager un endroit pour installer notre petit commerce. On nous a appris comment gérer notre budget, notre comptabilité et faire des économies »

Le commerce s'est développé rapidement et le couple peut maintenant mettre de l'argent de côté chaque semaine. En outre, leur travail se fait à domicile, et ils peuvent ainsi s'occuper de leur enfant. Lakma explique : « Il nous faudra un an pour rembourser nos dettes, mais notre commerce attire de plus en plus de monde. Nous projetons d'ouvrir un vrai magasin en plus de cette échoppe et nous y ajouterons un salon de thé. Avant, je m'énervais très facilement, mais à présent cela ne se produit presque plus. Si nous n'avions pas reçu l'aide de ce conseiller, je serais aujourd'hui à l'étranger, loin de ma famille. Nous avons eu beaucoup de chance de recevoir cette aide. »

Sri Lanka

Services sociaux

Dans ce domaine, les activités se sont portées sur la reconstruction d'écoles et la promotion des droits des populations touchées par la catastrophe. Education International, un partenaire d'Oxfam, a commencé le travail dans huit écoles d'Ampara, de Batticaloa, de Galle et de Kalutara. La construction d'une école à Trincomalee a été retardée en raison du conflit, et les projets de construction d'écoles dans les zones contrôlées par les LTTE ont été abandonnés. Plusieurs partenaires d'Oxfam, y compris le BRAC et Janasansadaya, ont fourni des bourses, des livres et des uniformes à des milliers d'orphelins et d'autres étudiants en situation vulnérable.

Oxfam a soumis les autorités à de fortes pressions pour faire en sorte que les droits des populations, et particulièrement les droits des femmes, soient respectés durant toutes les phases de redressement et de reconstruction. Les organisations partenaires se sont efforcées de renforcer la capacité des communautés afin qu'elles puissent faire part de leurs préoccupations aux autorités

gouvernementales de façon plus efficace. Des programmes radio et des outils de sensibilisation à la thématique de l'équité entre les sexes ont été produits afin d'encourager les femmes à prendre part aux processus de décision.

En partenariat avec la Commission des Droits de l'Homme du Sri Lanka, Oxfam a installé, dans cinq districts, des centres ayant pour mission de disséminer l'information sur les politiques gouvernementales et de gérer les plaintes des bénéficiaires. Par ailleurs, à Galle, Matara et Trincomalee, Oxfam a collaboré avec son partenaire CHA et avec l'Institut des Droits de l'Homme pour créer des services de consultation fournissant une aide juridique gratuite. Ces services viennent en aide aux personnes touchées par le tsunami et aux communautés qui ont des réclamations ou des griefs dans le cadre du processus de reconstruction. Motivation Sri Lanka, un partenaire d'Oxfam, a soumis des lignes d'orientation au Ministère des Affaires Sociales concernant des mesures à prendre pour rendre les bâtiments accessibles aux personnes invalides.

Oxfam a soumis les autorités à de fortes pressions pour faire en sorte que les droits des populations, et particulièrement les droits des femmes, soient respectés durant toutes les phases de redressement et de reconstruction.



Siril Kalawange prépare des crêpes dans le garage transformé en cuisine. Grâce à un prêt du BRAC, partenaire d'Oxfam, sa femme et lui ont relancé leur petit commerce de production de nourriture à Pamburana, près de Matara. Ils vendent des plats sucrés et salés, au public ou à des magasins.

Sri Lanka

De retour à l'école

En roulant vers le sud, le long de la côte à partir de la capitale Colombo, on voit les vagues s'écraser et s'évanouir à quelques mètres de la route encombrée de camions, de tuk-tuks et de bicyclettes. La proximité de la mer et les restes de bâtiments en briques le long de la route rappellent de façon poignante à quel point cette côte fut vulnérable face au tsunami.



Les élèves de l'école de Shariputra se réjouissent de quitter leurs classes temporaires pour emménager dans leurs nouveaux bâtiments.

L'un des bâtiments dévastés est l'école de Shariputra, qui était fréquentée par 1.340 élèves du primaire et du secondaire. Oxfam et son partenaire, Education International, collaborent aujourd'hui avec le Ministère de l'Éducation pour reconstruire l'école, agrandir et améliorer ses infrastructures.

Padmi Sapukotana, récemment nommé directeur de l'école, enseigne dans cet établissement depuis 34 ans. Pour le moment, il donne ses cours dans les classes temporaires établies à côté du site en construction. « Je me rappelle être venu à l'école deux jours après le tsunami », déclare Padmi. « La section primaire avait disparu ; les livres, instruments, fournitures et équipements sportifs avaient tous été détruits. C'était un capharnaüm. Je me réjouis que le nouveau bâtiment soit terminé. Nous aurons de bien meilleures infrastructures. »

La nouvelle école sera composée de deux bâtiments de trois étages qui accueilleront les classes de primaire et de secondaire ; il y aura des toilettes et des lavabos, ainsi qu'une cour de récréation. L'école sera également dotée d'une aile administrative et on projette de construire un auditorium.

« Je me réjouis que le nouveau bâtiment soit terminé. Nous aurons de bien meilleures infrastructures. »

Padmi Sapukotana, directeur de l'établissement.

Sri Lanka

Gestion des catastrophes

Oxfam a pour objectif de réduire la vulnérabilité des communautés pauvres et marginalisées face aux futures situations d'urgence. La réduction des risques liés aux catastrophes est inscrite dans tous les programmes de l'organisation. D'autres activités connexes consistent à créer des moyens de subsistance durables et à assurer l'accès à des sources d'eau protégées.

En collaboration avec ses partenaires et des agences gouvernementales, Oxfam a cartographié les zones susceptibles d'être touchées par des catastrophes dans l'est du Sri Lanka, dans le but d'alimenter un plan de préparation aux catastrophes. Des forums de discussion sur les mesures d'atténuation des catastrophes ont été organisés. En partenariat avec l'Institut d'Etude des Politiques, Oxfam a réalisé des recherches sur les politiques et pratiques en matière de gestion des catastrophes au Sri Lanka et a communiqué ses résultats et recommandations au Ministère de la Gestion des Catastrophes et des Droits de l'Homme.

Dans le cadre de l'un des plus imposants programmes de gestion des catastrophes, Wetlands International/IUCN, un partenaire d'Oxfam, a réhabilité des dunes de sable et une ceinture verte côtière en plantant des mangroves, afin de protéger les communautés vivant dans les zones situées le long des côtes sud, est et ouest. Qui plus est, les mangroves apportent des moyens de subsistance car elle créent un environnement parfait pour la pêche à petite échelle et pour l'élevage traditionnel de crevettes. On estime qu'environ 49.000 personnes bénéficieront directement ou indirectement de ces 28 projets.

Hébergement

L'un des principaux problèmes rencontrés suite au tsunami a été de faire en sorte que les communautés touchées puissent retrouver un logement permanent. Quand les conflits ont

repris, 330.000 victimes du tsunami vivaient toujours dans des abris temporaires ou de transition. Il est aujourd'hui évident que les plans du gouvernement, qui visaient à rendre un logement permanent à toutes les victimes pour le deuxième anniversaire de la catastrophe, étaient beaucoup trop optimistes.

Les abris de transition d'Oxfam sont construits en fonction de normes internationalement reconnues et sont conçus en consultation avec des représentantes et représentants des communautés. Oxfam a dépassé son objectif initial, qui était de construire 3.800 abris.

Parmi les 884 logements permanents qu'Oxfam et ses partenaires construisent, près de 600 sont des maisons à faible coût situées dans les districts de Batticaloa, Hambantota et Amparai. Elles sont destinées à des familles pauvres qui vivent dans des zones touchées par le tsunami et qui ont été indirectement affectées par le tsunami. A ce jour, seules 145 de ces maisons ont été terminées, en grande partie en raison de perturbations provoquées par le conflit.

Oxfam a importé plus de 8.000m³ de bois issu de forêts australiennes gérées durablement, afin de soutenir les programmes d'autres organisations en matière d'hébergement. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à réduire la pression sur les forêts feuillues du Sri Lanka.

Oxfam a fait pression sur le gouvernement au sujet de ses politiques de réimplantation, en l'incitant à donner aux familles des choix valables et à assurer la protection de leurs droits. En outre, Oxfam a joué un rôle clé en ce qui concerne l'information des communautés sur les politiques gouvernementales relatives au logement. Les activités menées comprennent des réunions avec les membres des communautés, des programmes d'information publique diffusés à la radio et des conseils au gouvernement en matière de communication avec les victimes du tsunami.

Parmi les 884 logements permanents qu'Oxfam et ses partenaires construisent, près de 600 sont des maisons à faible coût destinées aux familles pauvres des districts frappés par le tsunami.

A l'écoute des communautés

Si la communauté internationale a obtenu de bons résultats dans le cadre de sa réaction au tsunami, les évaluations locales et globales ont mis l'accent sur une faiblesse récurrente : l'incapacité à assurer l'implication active des communautés touchées par la catastrophe.

Cela s'est traduit par un manque d'appropriation des programmes par les communautés, une discordance entre les besoins et les réponses, une absence de mécanismes correctifs, de l'inefficacité et, dans certains cas, de la corruption. Le fait que les compétences et l'expertise locales n'aient pas été pleinement exploitées est considéré à la fois comme une cause et une conséquence du manque d'implication des communautés.

En Inde et au Sri Lanka, les programmes tsunami d'Oxfam visaient à ce que les populations puissent jouir de leurs droits et à renforcer la résilience des communautés pour leur permettre de résister aux futures situations d'urgence. Oxfam a mis en place des mécanismes de réclamation et des consultations régulières et a utilisé ces outils pour adapter l'orientation des programmes. Oxfam a également soutenu la formation de comités représentatifs des communautés destinés à influencer la qualité des efforts de réhabilitation et leur accessibilité. Par ailleurs, les bénéficiaires ont reçu une formation en matière de droits humains, chose essentielle s'ils doivent être amenés à rendre les gouvernements et les organisations telles qu'Oxfam responsables vis-à-vis de leurs engagements.

Au Sri Lanka, Oxfam a fait pression sur le gouvernement pour renforcer le rôle de Comités de Réhabilitation de Villages (CRV). Les activités de ces comités sont considérées comme un mécanisme clé pour impliquer les bénéficiaires dans le processus de reconstruction et faire en sorte qu'on leur rende des comptes. Les CRV ne résolvent pas tous les défis liés à la consultation des communautés et ne se substituent pas aux organisations communautaires démocratiques et responsables. Mais ils peuvent développer les ressources locales et fournir une structure durable pouvant servir de base à une responsabilité des communautés.

En Inde, les partenaires d'Oxfam ont fait pression pour que les populations des castes et des tribus marginalisées participent aux efforts de réhabilitation post-tsunami. Dans le cadre d'une des campagnes, les efforts de plaidoyer mis en œuvre par les partenaires d'Oxfam ont permis à 2.871 familles tribales et 2.800 familles Dalit d'être reconnues comme bénéficiaires d'aide de la part du gouvernement, chose qui leur avaient été refusé auparavant.

Dans le cadre d'une des campagnes, les efforts de plaidoyer mis en œuvre par les partenaires d'Oxfam ont permis à 2.871 familles tribales et 2.800 familles Dalit d'être reconnues comme bénéficiaires d'aide de la part du gouvernement, chose qui leur avaient été refusé auparavant.



Shobha Raghavan, responsable de programme chez Oxfam, s'entretient avec une membre d'un groupe d'entraide de femmes dans le village d'Andharkadu, dans le district de Nagapattinam. Elle vérifie si elle a bien compris les droits dont elle jouit dans le cadre des programmes gouvernementaux.

Inde

Pendant la deuxième année de réponse au tsunami, en Inde du Sud et dans les îles Andaman et Nicobar, Oxfam voulait renforcer son travail pour les moyens de subsistance. Nous y sommes parvenus, principalement grâce aux relations établies de longue date avec les organisations partenaires locales.

Les activités de restauration et de réhabilitation se sont muées en projets de développement à long terme contre la pauvreté et les inégalités qui existaient déjà avant le tsunami. Entre juillet et septembre 2006, 580.000 personnes ont bénéficié des projets d'Oxfam pour les moyens de subsistance - toutefois, la plupart faisaient partie de groupes communautaires.

Fin 2006, probablement 20 pourcents des abris permanents prévus seront achevés et livrés. Les retards dans la construction ont provoqué une frustration bien compréhensible parmi les communautés victimes du tsunami. Oxfam a construit et livré 41 habitations permanentes sur les 455 que nous prévoyons, et le reste est sur le point d'être terminé.

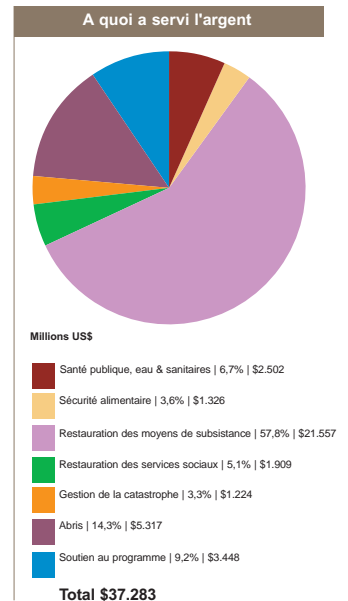
La construction d'abris permanents est l'un des défis les plus importants pour le nouveau gouvernement à Tamil Nadu, l'Etat le plus sévèrement atteint par le tsunami. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre la réhabilitation des familles victimes du tsunami, mais il est confronté à une situation où de nombreuses ONG internationales achèvent leurs programmes tsunami. Oxfam a étendu ses actions de santé publique, comme l'approvisionnement en eau propre et les installations sanitaires, pour les personnes qui vivent encore dans des habitations provisoires.

Oxfam a participé aux évaluations de plusieurs programmes indépendants l'année passée. L'une des recommandations principales suggère que les filiales d'Oxfam améliorent leur efficacité en collaborant davantage. Selon les évaluations, on pourrait faire plus aussi pour partager les bonnes pratiques et les leçons acquises. Oxfam a élaboré un plan d'action pour mettre en oeuvre les recommandations.

Nous avons constitué quatre groupes de travail thématiques pour améliorer nos actions dans le domaine de la santé publique, des abris, des moyens de subsistance (avec une attention particulière pour les groupes d'entraide et la microfinance), la préparation aux catastrophes, la conception du programme et la coordination. Au moment de la rédaction de ce rapport, nous attendons vivement les résultats d'une évaluation sur la transparence envers les bénéficiaires.

Oxfam joue un rôle prépondérant en soutenant la société civile dans son travail de plaidoirie. Pour aider les organisations civiles à faire pression sur le gouvernement de manière plus efficace, les partenaires ont constitué trois groupes de travail de plaidoirie pour les abris, les moyens de subsistance et l'environnement, et la préparation aux catastrophes.

Comme la réponse progresse, un des défis majeurs pour Oxfam est de développer des stratégies de sortie appropriées. Le défi est d'incorporer un élément de durabilité pour s'assurer que les réalisations perdureront dans le futur. Parmi les différentes stratégies développées, il y a des liens avec les institutions gouvernementales pour garantir un support continu aux groupes d'entraide.



Inde

Moyens de subsistance

En Inde du Sud, Oxfam s'est concentré sur des programmes pour restaurer les moyens de subsistance. Nous avons aidé plus de 600.000 personnes, vivant pour la plupart de la pêche ou de l'agriculture. En 2005, nos priorités immédiates étaient de remplacer les biens perdus et constituer des milliers de groupes communautaires d'entraide. En 2006, nous avons privilégié le renforcement des institutions et des réseaux qui soutiendront les nouvelles activités pour restaurer les moyens de subsistance.

Oxfam a entrepris des recherches et des consultations pour identifier et créer des liens avec le marché. Par exemple, nous avons aidé des fermiers et des pêcheurs à s'organiser en coopératives et nous les avons présentés à des négociants. Des partenaires d'Oxfam, comme Covenant Center for Development, Centre for Environment Education, Kudumbam et To-Farm, ont introduit des techniques agricoles et des produits innovants pour améliorer la productivité de manière responsable et respectueuse de l'environnement. Dans 30 villages, nous avons introduit une nouvelle méthode pour sécher le poisson, peu coûteuse, dont 1.296 femmes ont bénéficié.

La Fondation DHAN, partenaire d'Oxfam a rassemblé 60.519 personnes dans 3.474

groupes d'entraide pour les soutenir dans leurs activités d'épargne et de crédit. Leurs épargnes cumulatives sont équivalentes à \$1.2m. Les membres peuvent obtenir des emprunts à un taux d'intérêt décidé par leur groupe, ce qui réduit considérablement leur dépendance envers des prêteurs. Les groupes utilisent aussi des mécanismes de fonds rotatifs qui permettent aux gens d'obtenir des emprunts plus importants auprès des banques.

Les plans d'emprunt ciblent surtout les femmes car elles rencontrent des difficultés pour obtenir des crédits et sont particulièrement vulnérables à l'exploitation par des intermédiaires et des prêteurs. Actuellement, le projet est en cours d'évaluation pour vérifier que les emprunts sont utilisés de manière efficace.

Il a fallu relever plusieurs défis pour travailler avec un nombre de groupes communautaires aussi important. Par exemple: les mécanismes garantissant la transparence envers les bénéficiaires n'ont pas été appliqués systématiquement au sein du conseil d'administration; certains groupes d'entraide ont reçu l'argent avec du retard et les organisations participantes craignent que certaines communautés n'aient pas les compétences pour gérer d'importantes sommes d'argent.

En 2006, nous avons privilégié le renforcement des institutions et des réseaux qui soutiendront les nouvelles activités pour restaurer les moyens de subsistance.



Rajendran, un pêcheur aidé par Prepare, partenaire d'Oxfam, répare son filet dans le hameau de pêcheurs de Koonimedukuppam. Les groupes d'entraide ont reçu 10 bateaux équipés de moteurs hors-bord.

Inde

Un nouveau départ

Dans les communautés Dalit du district de Nagapattinam, la majorité des gens vendent du poisson ou travaillent comme ouvriers agricoles salariés. Leurs moyens de subsistance ont été durement affectés par le tsunami et comme la plupart ne vivent pas près de la mer, ils n'ont pas perdu de biens matériels et n'ont donc pas pu solliciter la compensation du gouvernement.



“Au début nous étions craintifs,” explique Vasugi, membre du comité des ventes. “Nous étions trop timides pour parler aux commerçants. Maintenant nous avons confiance. Nous leur disons que ces cordes sont fabriquées par des femmes victimes du tsunami et qu’elles sont de bonne qualité. Nous avons établi de bons contacts avec les vendeurs locaux et nous avons suffisamment de commandes.”

Le commerce de la fibre de coco a rendu confiance à Vasugi et ses voisins du village.

Grâce au Rural Community Development Centre (RCDC, partenaire d'Oxfam), deux groupes de femmes Dalit gagnent leur vie décemment. En 2005, le RCDC a lancé un projet de fibre de coco dans les villages de Mahendrapalli et Subburayapuram. Avant la catastrophe, le RCDC avait mis sur pied un projet similaire basé sur des produits en fibre de coco et cette expérience a facilité l'acquisition de matières premières, les contacts avec les marchés de gros et le support technique.

Septante-neuf femmes ont été réparties dans des groupes d'entraide qui forment ensemble la Suzhal Women's Federation. Chaque groupe a reçu une machine et a appris à faire des cordes en fibres de coco. Chaque membre a reçu un salaire minimal pendant cette formation de trois mois. La Fédération a reçu des véhicules pour transporter les produits finis vers le marché local et elle a formé trois comités pour gérer les ventes, le marketing et la production.

Avant le projet, l'emploi était irrégulier, saisonnier et dépendait des besoins des propriétaires terriens et de bateaux. Le revenu moyen des femmes s'élevait à 30 roupies (\$0.65) par jour. Aujourd'hui, chaque famille a un revenu annuel stable de 15.600 roupies (\$350). Les femmes se sont aussi impliquées pour améliorer leur communauté. Par exemple, elles ont approché l'administration du district pour réclamer des routes en meilleur état et l'amélioration des moyens de transport. Leur demande a été entendue et elles sont aussi parvenues à mettre un terme à la fabrication illicite d'alcool dans leur village.

Actuellement la Fédération cherche à développer davantage ce commerce. Les femmes explorent les liens avec d'autres mouvements Dalit qui partagent cette même vision, et des ONG. Elles se mettent aussi en relation avec les départements du gouvernement, des banques et des compagnies d'assurance.

Inde

Santé publique

Oxfam entendait réduire son programme pour la santé publique une fois les gens logés dans des habitations permanentes mais suite aux retards dans la construction, Oxfam et ses partenaires aidaient toujours 60.000 personnes dans des abris provisoires à la fin septembre 2006. Les partenaires d'Oxfam ont discuté vertement avec les autorités à propos des risques pour la santé publique si autant de personnes vivent dans des abris provisoires pendant la saison des moussons.

Oxfam a organisé une série de formations sur la santé publique pour sensibiliser les populations touchées par le tsunami aux problématiques de santé et d'hygiène. Nous avons aussi créé des comités bénévoles de contrôle dans les camps de déplacés. Les comités vérifient que les installations d'eau et les sanitaires sont correctement utilisés, ils s'assurent que les normes minimales sont

observées et ils encouragent les pratiques personnelles d'hygiène positives.

Bien que les partenaires aient favorisé les bonnes pratiques de manière efficace, ils ont rencontré des problèmes liés à la qualité et à l'emplacement des abris provisoires, et à la diminution des niveaux de la nappe phréatique.

Oxfam a aussi fourni des installations d'eau et des sanitaires dans les îles Andaman et Nicobar, en construisant presque 350 latrines sur l'île de Grand Nicobar et en identifiant les sites de sources d'eau potable pour le Département des Travaux Publics d'Andaman.



Un élève à Semmencherry, à la périphérie de Chennai, essaye de fermer un robinet. Les efforts de plaidoirie d'Oxfam et de son partenaire Don Bosco ont abouti à la construction d'habitations permanentes pour 1.100 familles, ainsi qu'une nouvelle école primaire.

Approche holistique

L'un des éléments clés de tous les programmes d'Oxfam pour le tsunami en Inde est la sensibilisation au VIH/SIDA. Oxfam a formé des centaines d'équipes partenaires sur le terrain pour qu'elles intègrent des activités VIH/SIDA dans les projets existants et les nouveaux projets. Plusieurs partenaires ont intégré la sensibilisation au VIH/SIDA dans leur travail communautaire de santé publique. Ce fut difficile de convaincre les communautés que le VIH/SIDA est un vrai problème. Nous avons impliqué nos partenaires dans des actions d'éducation et de sensibilisation. Oxfam et ses partenaires ont collaboré étroitement avec les organismes VIH/SIDA dans les trois Etats affectés par le tsunami.

Inde

Abris

Les retards dus au manque de terrains, de main d'oeuvre qualifiée, de matériaux et de coordination font que seulement 20 pourcents des habitations prévues seront terminées à la fin 2006. Les autorités, en coopération avec les ONG, tentent d'accélérer le programme de construction et on a trouvé des terrains pour 80 pourcents des habitations nécessaires. Mais deux ans après le tsunami, des centaines de milliers de personnes vivent encore dans des abris provisoires ou dans des familles d'accueil.

Dès le début, Oxfam a décidé de ne pas concurrencer les nombreuses organisations impliquées dans la construction des habitations. Nous avons adopté une approche stratégique : nous avons concentré nos efforts pour favoriser les bonnes pratiques et encourager la communauté à participer aux décisions pour la conception des habitations et les sites de relocalisation.

Les partenaires d'Oxfam, BUILD, Prepare, Quilon Social Service Society (QSSS) et

Society for Education, Village Action and Improvement (SEVAI) construisent 354 habitations permanentes qui sont toutes terminées ou presque. Dans la plupart des communautés, un comité contrôle la construction. Prepare a signé un accord avec la Housing and Urban Development Corporation (HUDCO) du gouvernement indien pour construire 101 habitations conçues pour résister aux catastrophes dans le district de Villupuram.

Bien que l'amélioration des moyens de subsistance soit l'objectif principal du programme tsunami d'Oxfam en Inde, nous avons fourni des efforts considérables pour maintenir et améliorer les abris et les habitations provisoires, et surtout ceux qui ont subi des inondations. SEVAI, RCDC et Prepare ont aussi reconstruit 957 maisons en pisé endommagées, la plupart avec des murs creux de trois pieds.

Oxfam favorise les bonnes pratiques et encourage la participation des communautés dans les décisions sur la conception des maisons et des sites de relocalisation.



Ouvriers à Vanagirikuppam, dans le district Nagapattinam, où Oxfam construit des maisons pour les survivants du tsunami. Oxfam, qui construit 455 abris permanents en Inde du Sud, s'est concentré sur la promotion des bonnes pratiques dans son travail pour les logements.

Inde

Services sociaux

La Fondation DHAN, partenaire d'Oxfam, a créé 270 centres pour donner des cours supplémentaires aux enfants qui ont manqué l'école à cause du tsunami. L'objectif de ces centres qui ont aidé plus de 8.000 étudiants est de réduire les taux d'échec scolaire. Le partenaire d'Oxfam, Center for World Solidarity, a aussi donné des cours professionnels à des adolescentes pour augmenter leurs possibilités d'emploi.

Sur l'île de Petite Andaman, Oxfam a construit trois centres communautaires d'éducation préfabriqués qui ont accueilli 1.750 étudiants qui suivaient des cours sous des tentes. Avec le soutien de notre partenaire Prepare, nous avons donné des uniformes, des chaussures et des sacs fabriqués par une unité de confection de vêtements et de chaussures à près de 8.000 enfants des écoles primaires gouvernementales de Tamil Nadu et Andhra Pradesh.

La Fondation DHAN a créé 106 Centres Villageois d'Informations, pour favoriser les opportunités des personnes marginalisées dans les villages côtiers par le biais de communications et de formations efficaces. Les services offerts aux communautés sont très diversifiés : un système d'alerte précoce, une éducation abordable et des informations sur le marché pour les communautés agricoles et les pêcheurs.

Préparation aux catastrophes

Sur les îles Andaman et Nicobar, les partenaires d'Oxfam ont oeuvré au renforcement des communautés pour réduire l'impact des catastrophes à venir. A Andaman Sud, nous avons formé 30 personnes provenant de neuf unités à la préparation communautaire aux catastrophes et à l'évaluation de la gestion du risque de catastrophe.

Sur le continent, Wetland International a organisé des projets pour planter 125 hectares de mangroves et 10 hectares de haies contre le vent et pour conserver 15 hectares de dunes pour se protéger des cyclones et des tsunamis. Le partenaire d'Oxfam, DHAN a formé 48 groupes locaux chargés de la gestion des crises, composés de 640 membres. Avec le soutien des Centres Villageois d'Informations, nous avons instauré un système d'alerte précoce public, créé par la Fondation DHAN.

A plus large échelle, Oxfam a oeuvré au développement de plans de contingence, incluant des systèmes pour distribuer des kits de secours lors d'une catastrophe. Les partenaires ont aussi participé aux consultations régionales et nationales sur la gestion des crises, avec une consultation importante en février 2006, qui regroupait le gouvernement fédéral et d'autres organisations.

L'échange d'informations et les contacts entre les partenaires d'Oxfam ont amélioré les systèmes et les capacités. L'un des partenaires nous a confié que ce qu'il a appris suite au tsunami a nettement amélioré sa réponse aux récentes inondations.

Près de 8.000 enfants des écoles primaires gouvernementales de Tamil Nadu et Andhra Pradesh ont reçu des uniformes, des chaussures et des sacs fabriqués par une unité de confection de vêtements et de chaussures.

Inde

Nouveaux départs

“Maintenant, nous avons un toit solide au-dessus de nos têtes, un bon travail et suffisamment de nourriture. Cette fois, même s’il pleut beaucoup, nous vivons dans un endroit sûr,” explique Nagamma, qui a changé deux fois d’abris provisoires depuis que le tsunami a détruit sa maison dans le hameau de Chennai, sur la côte.



“En collectant les déchets, non seulement nous avons assez d’argent pour nourrir notre famille mais nous maintenons aussi la propreté au sein de notre communauté”, explique Nagamma, à gauche, au centre, en sari rouge sari.

Nagamma, au centre, avec un sari rouge, a un salaire fixe et une communauté propre.

Le gouvernement a transféré environ 1.100 familles de Chennai dans les abris provisoires de Duraipakkam, une région de basse altitude située à 20 kms de leur emploi et des écoles. Après, les pluies sont arrivées avec la mousson et ces familles ont été déplacées, une fois encore.

Avec son partenaire Don Bosco, Oxfam a travaillé avec les communautés depuis la catastrophe. L'ONG a insisté auprès du Slum Clearance Board (SCB) pour qu'on donne des habitations à ces familles. En mars 2006, elles pouvaient enfin vivre dans des habitations permanentes à Semmencherry.

Ce succès a encouragé Don Bosco à faire pression sur les autorités pour qu'elles s'occupent des autres problèmes de la communauté, comme la santé publique, l'éducation et les moyens de subsistance. Don Bosco a créé 40 groupes d'entraide dont 36 constitués de femmes, pour organiser les activités professionnelles. Les groupes se sont associés au programme du SCB en cours, financé par la Asian Development Bank.

Une des activités mise en place pour restaurer les moyens de subsistance est un plan de collecte des déchets. Nagamma fait partie des 17 femmes qui ont reçu un tricycle pour gagner leur vie en collectant et détruisant les déchets de leur communauté. Le SCB a accepté de leur payer un salaire mensuel de 2.000 roupies (\$44) pendant trois ans.

“Nous sommes heureuses de participer au programme de collecte des déchets”, explique Nagamma. “Cela nous procure assez d’argent pour nourrir notre famille et en même temps, nous maintenons la propreté de la communauté.”

Don Bosco a fait pression sur le département de l'Etat en charge de l'éducation pour qu'il construise une école locale. Avant, les enfants devaient faire un trajet d'une heure et demi chaque jour pour aller à l'école, beaucoup abandonnaient. En juin 2006, une école primaire a été inaugurée à Semmencherry.

Somalie

Oxfam est l'une des rares organisations internationales qui travaille encore en Somalie après le tsunami. La plupart de ses programmes sont terminés ou s'achèvent mais trois projets majeurs suivent leur cours. Après des études de faisabilité approfondies et avec le soutien de hauts fonctionnaires locaux et des chefs de clan, le partenaire d'Oxfam Horn Relief construit une jetée et organise un programme pour restaurer les moyens de subsistance, et notre partenaire Nedsom construit un chantier naval.

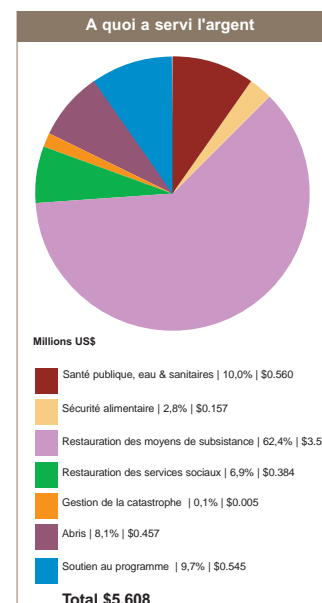
Le programme tsunami d'Oxfam en Somalie sera évalué en 2007. Les programmes que nos partenaires ont terminés récemment sont en cours d'évaluation. Les évaluations qui sont terminées indiquent que les programmes ont très largement atteint leurs objectifs, malgré les nombreux défis. Parmi les difficultés à surmonter il y avait l'insécurité dans les régions affectées par le tsunami, le manque de matériaux, l'inaccessibilité de certaines communautés et les mauvaises infrastructures de transport. Oxfam lutte aussi contre la sécheresse de plus en plus grave qui sévit dans plusieurs régions de la Somalie.

Bien que la situation à Puntland, la région la plus touchée par le tsunami, soit relativement stable, c'est la situation politique qui constitue

l'un des obstacles les plus importants au travail de restauration, surtout depuis que l'Union of Islamic Courts, le pouvoir politique dominant à Mogadishu, a étendu son influence au-delà de la capitale. Ce fut difficile d'acheminer le matériel et les équipes jusqu'aux régions touchées par le tsunami. L'insécurité a aussi entravé les actions des sociétés civiles et découragé les sociétés d'audit qui souhaitaient travailler à Mogadishu.

Par ailleurs, l'absence de système bancaire formel, et les difficultés pour faire entrer de l'argent en Somalie ont eu un impact négatif sur le travail d'Oxfam. Le partenaire d'Oxfam, RMCO, a entrepris des actions légales pour tenter de récupérer de l'argent chez Dalsan, une banque 'money wire' (uniquement pour les transferts d'argent) qui s'est effondrée. Bien qu'Oxfam ait déjà pris une série de mesures pour se protéger contre ce genre de problèmes, elle renforce encore sa gestion interne et ses procédures administratives en Somalie.

L'un des points les plus positifs à retirer de ce travail opéré après le tsunami, c'est l'occasion de nouer de nouvelles relations avec des organisations somaliennes. Oxfam formera des nouveaux partenaires à la réponse aux catastrophes et les impliquera dans son processus de plan de contingence.



Des personnes touchées par le tsunami réparent une route près de Bender Beyla dans le cadre d'un programme « argent contre travail » mené par le partenaire d'Oxfam Horn Relief. Les nouvelles routes ont amélioré l'accès au marché pour les communautés de pêcheurs et pour les pasteurs qui vivent à l'intérieur du pays.

Somalie

Moyens de subsistance

En Somalie, Oxfam a concentré ses premières activités sur la restauration des moyens de subsistance pour les communautés de pêcheurs et de pasteurs touchées directement ou indirectement par le tsunami. Les projets « argent contre travail » concernaient la réhabilitation des sources et des systèmes de drainage, la réparation des infrastructures comme les routes et la protection de l'environnement par des activités de plantation de mangroves. Ces projets ont vite apporté de l'argent dans les communautés et lancé aussi le processus de redressement.

Les activités à long terme favorisent le remplacement des biens, particulièrement dans les communautés de pêcheurs. Oxfam et ses partenaires ont distribué 145 bateaux et du matériel de pêche. Nous espérons fournir 35 autres bateaux dans un avenir proche. Les pêcheurs ont aussi reçu des formations professionnelles et des cours de base en mathématique et alphabétisation.

Pour que le redressement du secteur de la pêche s'opère sur des bases solides, le Center for Education and Development (CED), partenaire d'Oxfam, a reconstruit un marché couvert à Merca. Le marché est florissant maintenant et nous espérons que la jetée Las Qoray de Horn Relief et le chantier naval de Nedsom auront les mêmes impacts bénéfiques.

Notre partenaire Horn Relief travaille également avec plus de 1.000 familles pour

développer des moyens de subsistance plus durables dans des domaines comme l'agriculture, l'élevage de volaille et l'apiculture afin de stimuler la croissance économique.

Santé publique

Au fil de la réponse tsunami en Somalie, Oxfam et ses partenaires ont soutenu plus de 19.000 personnes à travers des projets de santé publique, et construit ou réparé 28 puits. A Hafun, les organisations ont construit un système de canalisations d'alimentation en eau sur 12 kilomètres et à Hurdiya, nous avons mené un projet important d'approvisionnement en eau en coordination avec l'Unicef.

Services sociaux

Oxfam travaille avec des partenaires pour réparer et reconstruire des écoles et améliorer l'accès à l'éducation pour les filles et les garçons. Cinq écoles, y compris une école pour enfants réfugiés, ont été réparées ou construites par les partenaires d'Oxfam, CED et Tadamun Social, dans les districts de Barawe, Run-Nirgod, Galad et Garowe. Ce travail s'accompagne de plaidoyers pour encourager les autorités locales et les chefs des communautés à soutenir le programme pour l'éducation et la mobilisation de la communauté pour augmenter le nombre d'inscriptions chez les filles. Nous avons constitué quarante huit comités communautaires pour l'éducation et nous les avons formés pour faire ce travail de plaidoirie.

Au fil de la réponse tsunami en Somalie, Oxfam et ses partenaires ont soutenu plus de 19.000 personnes à travers des projets de santé publique, et construit ou réparé 28 puits.



“Nous espérons que cette formation va améliorer nos vies.”

Fatima Mohammed Ibrahim est la seule personne avec un revenu dans sa famille qui vit dans le centre de la communauté de pêcheurs de Merca. Elle a bénéficié d'un programme dirigé par le CED qui forme des hommes et de femmes à des métiers pratiques comme la réparation des filets, l'entretien des machines et la transformation du poisson. Ils peuvent aussi suivre des cours de lecture, d'écriture et de mathématiques basiques.

Thaïlande

Avec le Save Andaman Network (SAN), Oxfam oeuvre pour restaurer les moyens de subsistance de 5.000 pêcheurs vulnérables en utilisant un fonds communautaire rotatif qui encourage la participation directe et le développement durable. Depuis janvier 2005, le fonds rotatif a permis de créer 38 chantiers de construction de bateaux communautaires, de remplacer le matériel de pêche de 1.647 familles et de fournir des moteurs pour 523 familles. En mars 2006, plus de 1.500 bateaux de pêche étaient réparés, ce qui a permis aux membres de 107 communautés de reprendre la mer.

Oxfam a terminé sa collaboration avec la Human Settlement Foundation, qui a mis sur pied un projet efficace pour aider les communautés qui rencontraient des problèmes de terrain dans leurs actions de plaidoirie.

Soutien aux travailleurs immigrés

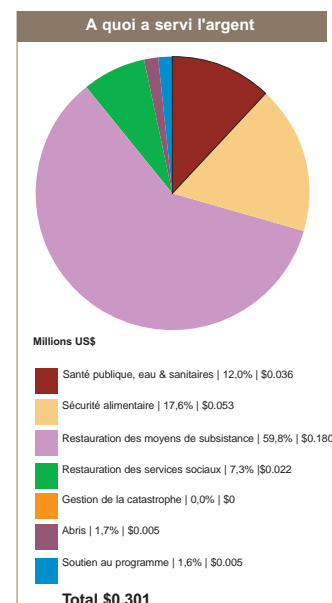
Les immigrés birmans comptaient déjà parmi les personnes les plus défavorisées en Thaïlande avant le tsunami. En partenariat avec le Migrant Assistance Program (MAP), Oxfam a concentré son travail sur cette communauté marginalisée.

Le projet de santé publique du MAP a facilité l'accès aux services de santé. Il a utilisé des dépliants et des émissions radio pour

sensibiliser les gens au problème du VIH/SIDA et autres. Pour que les communautés reçoivent bien les informations, le MAP a distribué 350 radios en collaboration avec le International Office of Migration. En septembre 2006, le projet a subi un fâcheux revers quand les stations de radio communautaires du MAP ont été coupées après le coup militaire.

Le projet du MAP pour les moyens de subsistance entend améliorer les conditions de travail des immigrés birmans en facilitant l'accès au recours légal, une activité qui devrait prendre de l'ampleur suite au coup. Le MAP regroupe les immigrés selon leurs différentes occupations pour qu'ils partagent leurs expériences et développent des connaissances sur leurs droits. Le MAP collabore aussi étroitement avec les autorités en charge de la santé pour informer les hôpitaux locaux sur les politiques qui les obligent à émettre des certificats de naissance pour les enfants birmans.

Via les bibliothèques et la création d'un Centre de Ressource communautaire, Oxfam offre un point focal pour les travailleurs immigrés. Nous travaillons aussi à la restauration des services sociaux, pour améliorer l'accès à l'éducation, ainsi que d'autres apprentissages et orientations scolaires.



Thaïlande

Un fonds pour le futur

Saowanee Sumlee a perdu son commerce de pêche dans la pêche suite au tsunami. Et l'assistance du gouvernement n'a pas suffi pour qu'elle retrouve ses moyens de subsistance.



“Le fonds nous donne de la sécurité, et de la confiance pour poursuivre nos carrières et nos vies”

“Nous n'avions rien de ce dont nous avons besoin pour retrouver notre vie normale: pas de bateau, pas de matériel de pêche”, explique-t-elle. “Un jour nous avons demandé l'aide du Fisherfolk Club. Ils nous ont donné des informations sur les épargnes communautaires et le fonds rotatif.”

Le fonds rotatif soutenu par Oxfam aide les communautés à retrouver leurs moyens de subsistance. Il construit aussi la participation de la communauté et assure leur futur.

Saowanee a rejoint le fonds et a fait un petit emprunt pour acheter un nouveau bateau et du matériel de pêche pour démarrer une nouvelle activité. “Avant le tsunami, notre communauté n'avait jamais pris la parole dans une réunion”, dit-elle. “Maintenant nous parlons de la manière dont nous devrions gérer ce fonds. La plupart de nos membres ont un peu d'argent sur leur compte. Le fonds nous donne de la sécurité, et de la confiance pour poursuivre nos carrières et nos vies.”

Birmanie

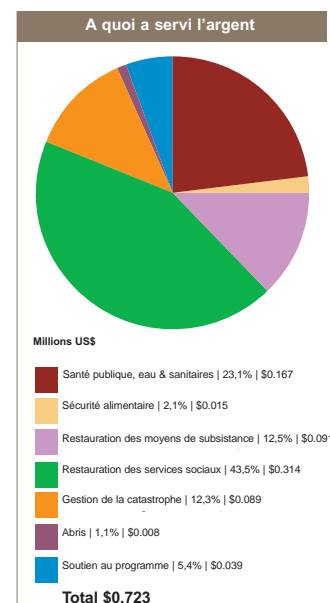
Le partenaire d'Oxfam, Metta Foundation, conduit son programme en Birmanie. Les bénéficiaires ont bien accueilli l'approche participative de Metta. Ils ont apprécié qu'on leur demande de partager leurs idées et leur travail pour aider à restaurer leur communauté.

Metta travaille en étroite collaboration avec le Mangrove Service Network pour soutenir 100 familles dans la restauration de leur moyens de subsistance. Ils plantent les mangroves pour protéger la côte. La fondation a restauré l'approvisionnement en eau de 10.000 personnes dans 20 villages touchés par le tsunami et distribué des filets de pêche et des bateaux à plus de 50 familles dans les communautés de pêcheurs.

Metta met aussi en place des programmes d'épargne et d'emprunt. Ces activités sont importantes pour la croissance durable et pour renforcer les communautés pour qu'elles résistent mieux aux catastrophes futures.

Metta Foundation dirige aussi plusieurs projets ambitieux de reconstruction et d'éducation. Elle a réparé 35 maisons dans le village de Nam Hsan. Elle participe aussi à un projet de construction d'écoles ; elle dépasse ses projets initiaux tout respectant le budget prévu. Elle a construit 9 des 12 nouvelles écoles prévues. Elle rénove ou élargit aussi 36 écoles, dont 12 sont déjà terminées. Metta fournit du matériel pédagogique et scolaire et elle forme des professeurs pour l'enseignement primaire.

En mai 2006, Metta a apporté son aide à des personnes touchées par le cyclone Mala qui a ravagé des régions déjà dévastées par le tsunami. Elle a aidé 2.561 familles dans 128 villages en leur donnant des couvertures, des moustiquaires et des bouteilles d'eau, ainsi que des petites subventions pour restaurer les maisons



Une classe provisoire dans un des villages où la Fondation Metta travaille. Le partenaire d'Oxfam a entrepris un ambitieux programme de reconstruction et de rénovation d'écoles.

Evaluation et leçons à retenir

Oxfam s'engage à suivre ses programmes, pour s'assurer qu'ils concordent bien avec les objectifs et qu'ils s'adaptent au fur et à mesure aux besoins et aux contextes. Le suivi permet également à une organisation de tirer les leçons des difficultés et des réussites et, ainsi, de progresser.

A Aceh, au Sri Lanka et en Inde, les programmes tsunami d'Oxfam ont été évalués de manière détaillée. D'ici décembre 2006, les évaluations sur la transparence envers les bénéficiaires en Inde et sur les programmes de partenariat et de préparation aux catastrophes à Aceh seront terminées. Price Waterhouse Coopers et le Feinstein International Famine Center de l'Université de Tufts ont réalisé des évaluations indépendantes sur la gestion d'Oxfam dans le cadre de la réponse au tsunami.

Toutes les évaluations aboutissent à des observations et des recommandations positives sur l'évolution des programmes. Oxfam a développé des plans d'action pour mettre en oeuvre ces recommandations. Nous avons déjà amélioré considérablement les programmes en introduisant des systèmes de gestion plus rigoureux à Aceh, en créant des centres d'information au Sri Lanka pour diffuser les stratégies gouvernementales et rassembler les réclamations, et nous avons aussi amélioré le programme de suivi en Inde du Sud.

Evaluations externes

Oxfam a participé à plusieurs évaluations externes importantes, y compris celles réalisées par la Coalition Internationale d'Evaluation du Tsunami et le Disasters Emergency Committee, basé au Royaume-Uni. Oxfam a également contribué à des rapports édités à l'initiative de l'ONG menée par Bill Clinton, envoyé spécial des Nations unies pour la reconstruction après le passage du tsunami.

La contribution d'Oxfam à la survie et au redressement des populations touchées par le tsunami a été jugée positive par les évaluations externes. Le rapport annuel de 2005 du Humanitarian Accountability Project décrit plusieurs réussites d'Oxfam et les défis que nous avons rencontrés pour améliorer la transparence envers les bénéficiaires, comme la mise en place d'un système d'échange d'informations à Aceh. Il est rassurant de constater que ces évaluations externes aboutissent aux mêmes recommandations que celles commandées par Oxfam.

La contribution d'Oxfam à la survie et au redressement des populations touchées par le tsunami a été jugée positive par les évaluations externes



Des enfants jouent à Koonimedukuppam, dans le District de Villupuram, Inde du Sud. Oxfam et son partenaire Prepare ont donné des uniformes, des livres, des sacs et des chaussures à près de 400 enfants dans ce village et leurs parents ont reçu des dons pour lancer de petites activités commerciales.

Evaluation et leçons à retenir

Conclusions clés

Les conclusions clés des évaluations externes les plus importantes sont les suivantes:

- Il faut se concentrer davantage sur la collaboration: avec les gouvernements et les autres organisations humanitaires, et particulièrement avec les organisations et les communautés locales, qui sont souvent les premières à porter assistance.
- Il faut faire plus d'efforts et investir davantage de ressources en dehors des urgences pour préparer les communautés vulnérables aux catastrophes. Il faut s'assurer aussi que les populations sont conscientes de leurs droits et sont en position de les défendre, en particulier quand celles-ci sont très vulnérables comme c'est le cas en période de crise.
- Les organisations doivent améliorer la qualité de leur travail de manière responsable envers les personnes avec qui elles travaillent.

La réussite de ces objectifs ne sera possible que si les organisations nouent des relations étroites avec les organisations locales et permettent le développement de sociétés civiles fortes. C'est un principe fondamental du travail d'Oxfam et nous avons pu voir de nombreux exemples de cette collaboration pendant la réponse au tsunami. Cependant, nous avons besoin d'une plus grande cohérence et Oxfam a énormément investi dans la recherche destinée à améliorer cette cohérence et dans le développement de plans afin de mettre ses apprentissages en pratique.

Les organisations doivent également éclaircir leurs méthodes d'évaluation de la qualité des programmes afin de développer leurs systèmes de contrôle et de mettre en place des mécanismes d'apprentissage plus performants. Nous cherchons constamment à améliorer son suivi et ses processus d'apprentissage. Par exemple, si les partenaires ont des systèmes de contrôle puissants, nous voulons faire plus pour nous en inspirer et apprendre leurs bonnes pratiques.

La communauté humanitaire travaille déjà selon des normes et des principes internationaux. Le défi est de soutenir le personnel pour qu'il les applique de manière appropriée, en toute situation

Nous pourrions atteindre ces objectifs uniquement si les ONG nouent des relations fortes avec les organisations locales et favorisent le développement de sociétés civiles fortes.



Pushpa Udani Rawanpathirana, 37 ans, a reçu un emprunt de BRAC, partenaire d'Oxfam, pour relancer son activité de confection de vêtements à Pamburana, près de Matara.

Contacts

Les affiliés d'Oxfam

Oxfam America

Chair: Janet McKinley
Director: Raymond Offenheiser
Office Address: 226 Causeway Street,
Floor 5, Boston MA 02114 -2206
1206, USA
Tel: + 1 617 482 1211
Fax: + 1 617 728 2594
E-mail: info@oxfamamerica.org
Web site: www.oxfamamerica.org

Oxfam Australia

Chair: Judy Mitchell
Director: Andrew Hewett
Office Address: 156 George Street,
(Corner of Webb Street), Fitzroy,
Melbourne, Victoria, Australia 3065
Tel: + 61 3 9289 9444
Fax: + 61 3 9419 5318
E-mail: enquire@oxfam.org.au
Web site: www.oxfam.org.au

Oxfam Canada

Chair: Richard Evans
Director: Robert Fox
Office Address: 250 City Centre
Avenue Suite 400
Ottawa, Ontario K1R 6K7
Tel: + 1 613 237 5236
Fax: + 1 613 237 0524
E-mail: enquire@oxfam.ca
Web site: www.oxfam.ca

Oxfam-en-Belgique

Presidente: Anton Reithinger
Director: Stefaan Declercq
Office Address: Rue des Quatre Vents
60, 1080 Bruselas, Belgique
Tel: + 32 2 5016700
Fax: + 32 2 5118919
E-mail: oxfamsol@oxfamsol.be
Web site: www.oxfam.be

Oxfam France

Chair: Reynald Blion
Director: Françoise Vanni
Office Address: 104 Rue Oberkampf,
75011 Paris, Francia
Tel: + 33 1 56 98 24 40
Fax: + 33 1 56 98 24 09
E-mail: info@oxfamfrance.org
Web site: www.oxfamfrance.org

Oxfam Allemagne

Chair: Isabel Scholes
Director: Paul Bendix
Office Address: Greifswalder Str. 33a,
10405 Berlin, Germany
Tel: + 49 30 4285 0621
Fax: + 49 30 4285 0622
E-mail: info@oxfam.de
Web site: www.oxfam.de

Oxfam GB

Chair: John Gaventa
Director: Barbara Stocking
Office Address: Oxfam House,
John Smith Drive, Oxford, OX4 2JY, UK
Tel: + 44 1865 473727
Fax: + 44 1865 472600
E-mail: enquiries@oxfam.org.uk
Web site: www.oxfam.org.uk

Oxfam Hong Kong

Chair: Tse Kam Keung
Director: John Sayer
Office Address: 17/F, China United Centre,
28 Marble Road, North Point, Hong Kong
Tel: + 852 2520 2525
Fax: + 852 2527 6307
E-mail: info@oxfam.org.hk
Web site: www.oxfam.org.hk

Intermón Oxfam (Espagne)

Chair: Josep Miralles
Director: Ariane Arpa
Office Address: Roger de Llúria 15,
08010 Barcelona, Spain
Tel: + 34 93 482 0700
Fax: + 34 93 482 0707
E-mail: info@intermonoxfam.org
Web site: www.intermonoxfam.org

Oxfam Ireland

Chair: Tony McMullan
Director: Brian Scott
Dublin Office Address: 9 Burgh Quay,
Dublin 2, Ireland
Tel: + 353 1 672 7662
Fax: + 353 1 672 7680
E-mail: communications@oxfam.ie
Web site: www.oxfamireland.org

Belfast Office Address: 115 North Street,
Belfast BT1 1ND, Northern Ireland, UK
Tel: + 44 289 023 0220
Fax: + 44 289 023 7771
E-mail: communications@oxfam.ie



Rajeswari est directrice du groupe d'entraide Savanthi, au village de Muttukadu au sud de l'Inde. Ce village est supporté par Prepare, un partenaire d'Oxfam.

Contacts

Oxfam Nouvelle Zélande

Chair: Bill Mansfield
Director: Barry Coates
Postal Address: P.O. Box 68 357,
Newton, Auckland, New Zealand
Office Address: Level 1, 62 AitkenTerrace,
Kingsland, Auckland, New Zealand,
Tel: + 64 9 355 6500
Fax: + 64 9 355 6505
E-mail: oxfam@oxfam.org.nz
Web site: www.oxfam.org.nz

Novib Oxfam Pays-Bas

Chair: Ella Vogelaar
Director: Sylvia Borren
Office Address: Mauritskade 9, 2514 HD,
The Hague, The Netherlands
Tel: + 31 70 342 1621
Fax: + 31 70 361 4461
E-mail: info@novib.nl
Web site: www.novib.nl

Oxfam Québec

Chair: Nicole St-Martin
Director: Pierre Véronneau
Office Address: 2330 rue Notre-Dame
Ouest, Montreal, Québec H3J 2Y2,
Canada
Tel: + 1 514 937 1614
Fax: + 1 514 937 9452
E-mail: info@oxfam.qc.ca
Web site: www.oxfam.qc.ca

Oxfam International Secrétariat

Chair: David Bryer
Deputy Chair: Ella Vogelaar
Treasurer: Anton Reithinger
Executive Director: Jeremy Hobbs

Oxford Office Address: Suite 20,
266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tel: + 44 1865 339100
Fax: + 44 1865 339101
Email: information@oxfaminternational.org
Web site: www.oxfam.org

Oxfam International Advocacy Offices

Washington Office Address: 1100 15th St.,
NW, Suite 600, Washington DC 20005, USA
Tel: + 1 202 496 1170
Fax: + 1 202 496 0128
E-mail: advocacy@oxfaminternational.org
Web site: www.oxfam.org

New York Office Address: 355 Lexington Avenue,
3rd Floor, New York, NY 10017, USA
Tel: + 1 212 687 2091
Fax: + 1 212 687 2092
E-mail: advocacy@oxfaminternational.org
Web site: www.oxfam.org

Brussels Office Address: 22, Rue du
Commerce, 1000 Bruxelles, Belgique
Tel: + 32 2 502 03 91
Fax: + 32 2 502 05 56
E-mail: advocacy@oxfaminternational.org
Web site: www.oxfam.org

Geneva Office Address: 15 Rue des Savoises,
1205 Genève, Switzerland
Tel: + 41 22 321 2371
Fax: + 41 22 321 2753
E-mail: advocacy@oxfaminternational.org
Web site: www.oxfam.org

Organisations liées à Oxfam

Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International. Nous travaillons ensemble pour combattre la pauvreté et l'injustice.

Oxfam Japan

Office Address: Maruko bldg. 2F, 1-20-6,
Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan
Tel: + 81 3 3834 1556
Fax: + 81 3 3834 1025
E-mail: info@oxfam.jp
Web site: www.oxfam.jp

Oxfam Trust (India)

Office Address: B55, First Floor,
Shivalik, New Delhi, 1100-17, India
Tel: + 91 11 26693 763
Fax: + 91 11 26686 097
E-mail: info@oxfamint.org.in
Web site: www.oxfamint.org.in

Membre observateur d'Oxfam

L'organisation suivante, actuellement membre observateur d'Oxfam International, travaille vers une possible affiliation complète:

Fundación Rostros y Voces (México)

Office Address: Alabama No. 105 (esquina con
Missouri), Col. Nápoles, C.P. 03810 México, D.F.
Tel/Fax: + 52 55 687 3002
E-mail: comunicacion@vamos.org
Web site: www.rostrosyvoces.org

Oxfam International Tsunami Fund is a Registered Charity, No 1108700.

Copyright © Oxfam International, Novembre 2006